

Plus

Robert Piché

Des oh! et des bah!

La rubrique qui voit et entend tout
page B5

Y a-t-il un beatnik dans l'avion?

Un extrait du livre sur le commandant Robert Piché, le héros d'Air Transat
page B7



Quand le bon docteur Thomas met le doigt sur le bobo

Vincent Marissal, notre nouveau chroniqueur à la vie politique
page B2

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 2 NOVEMBRE 2002



RICHARD HÉTY

collaboration spéciale

Mardi, à l'occasion des élections de mi-mandat, les électeurs américains ne renouvelleront pas seulement leur Congrès. Dans 36 États, ils éliront également leur gouverneur. Au Michigan, la victoire devrait aller à un « phénomène » nommé Jennifer Granholm. Dommage qu'elle soit née au Canada...

LA COMÈTE BLONDE

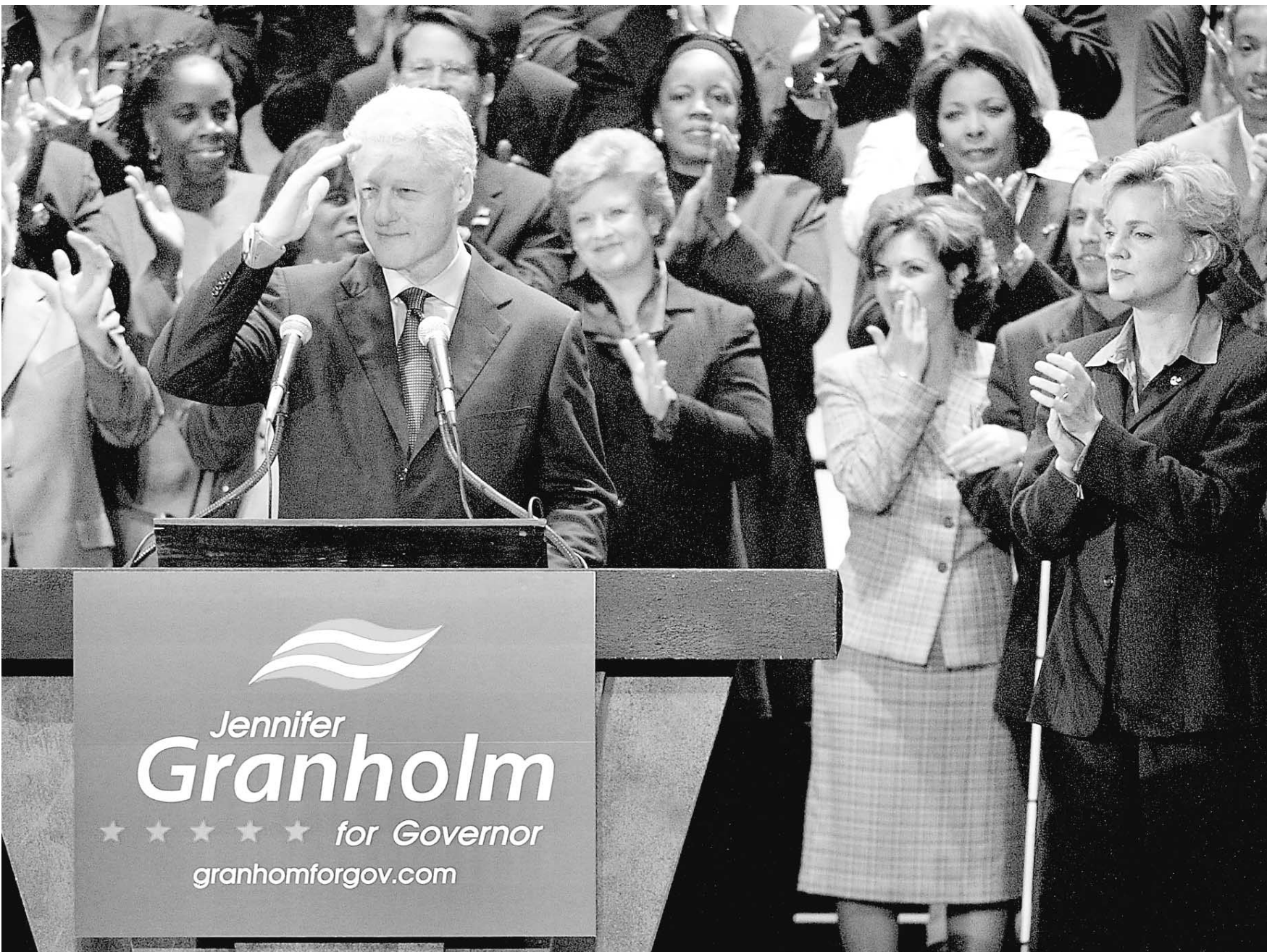


Photo BILL PUGLIANO, NewsCom ©

Jennifer Granholm, complètement à droite sur la photo, a bénéficié de l'appui de plusieurs gros canons du Parti démocrate dans sa campagne au poste de gouverneur de l'État du Michigan. Le 13 septembre, c'est l'ancien président des États-Unis, Bill Clinton, qui est venu la soutenir dans une assemblée publique à Detroit.

GRAND RAPIDS, Michigan — Vêtu d'un tailleur-pantalon écarlate, le « phénomène » politique entre en coup de vent dans un restaurant hip de Grand Rapids, une ville située dans l'ouest de l'État du Michigan.

Tête blonde parfaitement coiffée, lèvres en cœur peintes en rouge, Jennifer Granholm, 43 ans, vient rencontrer une trentaine d'électeurs, démocrates, républicains et indépendants confondus.

« Vous allez me servir de groupe témoin, leur dit Granholm après de brèves salutations. Vous allez me dire ce que vous attendez d'un gouverneur. »

L'exercice permet à Granholm de regarder les électeurs droit dans les yeux, de répondre à leurs questions, de rire avec eux, de les toucher. Voilà une politicienne naturelle, à la Bill Clinton, jeune, sexy, intelligente. Le 5 novembre, elle devrait passer à l'histoire en devenant la première femme à se faire élire au poste de gouverneur du Michigan.

Adolescente, elle rêvait d'être starlette à Hollywood. Voilà qu'elle est star politique, projetée à la une des magazines. Dommage que l'actuelle ministre de la Justice du Michigan soit née au Canada. Pour briger la Maison-Blanche, il faut avoir vu le jour aux États-Unis...

N'empêche : la victoire de Jennifer Granholm pourrait être emblématique. Mardi, à l'occasion des élections de mi-mandat, les électeurs des États-Unis ne renouvelleront pas seulement leur Congrès (l'ensemble de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat). Dans 36 États, ils éliront leur gouverneur.

Et Granholm n'est qu'une des neuf femmes ayant des chances d'être élues à ce poste-clé aux États-Unis. Elle pourrait ainsi participer à une mini-révolution : les femmes politiques américaines ont toujours eu plus de mal à se voir confier un poste dans l'exécutif qu'à devenir parlementaires.

Le succès de Granholm pourrait aussi symboliser une autre percée,

celle des démocrates dans les capitales des États américains, où les gouverneurs républicains sont majoritaires. Mardi, cette majorité risque de changer de camp.

Granholm incarnerait-elle un renouveau politique aux États-Unis ?

L'influence du Canada

Née à Vancouver, Jennifer Granholm n'aura pas vécu longtemps au Canada. À l'âge de 4 ans, elle accompagnait en effet sa famille à Anaheim, en Californie, où son père avait accepté un emploi. À 18 ans, elle était naturalisée américaine, alors qu'elle vivait à San Carlos, une ville située entre San Francisco et San Jose.

Aujourd'hui, pourtant, Granholm soutient que ses origines ont influencé sa philosophie politique. Face à un journaliste canadien, elle dit : « J'ai toujours été marquée par l'idée que le Canada possède un merveilleux filet de sécurité sociale. Mes parents m'ont toujours dit que cette nation est plus empathique. »

Granholm ne tient évidemment pas le même discours aux électeurs du Michigan, mais elle est nettement plus à gauche que le gouverneur républicain sortant, John Engler, à qui la loi interdit de se présenter pour un quatrième mandat. Elle est en faveur d'un plus grand contrôle des armes à feu. Elle défend le droit des femmes à l'avortement. Elle parle de la responsabilité du gouvernement à l'égard des plus vulnérables de la société.

Ce discours-là est particulièrement populaire auprès des femmes et des Noirs du Michigan. Deux femmes sur trois ont l'intention de

voter pour elle mardi, selon un sondage publié jeudi dans le *Detroit Free Press*. Chez les Noirs, elle pourrait récolter 92 % des votes. Même des républicains ont succombé à son charme et à ses idées.

« J'aime ses positions, et j'aime le fait qu'elle soit une femme », a dit Sandy Baker, une républicaine de 49 ans, après avoir rencontré Granholm dans le restaurant de Grand Rapids. « Je pense qu'elle écouterait davantage les gens qu'un homme. »

Partie du Canada à 4 ans, Jennifer Granholm soutient pourtant que ses origines ont influencé sa philosophie politique.

Ses adversaires républicains ne reprochent pas à Granholm ses origines canadiennes. Mais ils laissent entendre plus ou moins subtilement qu'elle ne partage pas les « valeurs du Michigan », étant passée par Hollywood, Berkeley et Harvard, trois bastions libéraux, avant d'aboutir au Michigan, où elle vit depuis l'âge de 28 ans. Mariée à un homme

du pays, elle est mère de trois enfants.

De Hollywood au Michigan

Sans renier son passé, Granholm prend bien soin de prendre ses distances vis-à-vis de sa jeunesse californienne. Ainsi, à 18 ans, elle a remporté un concours de beauté à San Carlos, une victoire qui l'a « mortifiée », dit-elle aujourd'hui, en précisant qu'elle avait tenté de détruire tous les journaux locaux qui rapportaient la nouvelle.

À la fin de ses études secondaires, elle est quand même partie pour Hollywood dans l'espoir de devenir actrice. Pendant trois ans, elle a étudié à la prestigieuse American Academy of Dramatic Arts, qui compte parmi ses diplômés des acteurs aussi célèbres que Spencer Tracy, Jason Robards et Robert Redford.

Malgré ses efforts, elle n'a décroché qu'un seul rôle à Hollywood, celui d'une participante malheureuse à l'émission *The Dating Game*.

« J'ai détesté ça », a dit déjà l'ancienne Miss San Carlos à propos de ses années hollywoodiennes.

En 1977, dans le livre des finissants de son école secondaire, Granholm avait pourtant promis d'être « la prochaine Meryl Streep ».

Comprenant que son rêve hollywoodien ne se réaliserait jamais, elle a réussi à se faire accepter, en 1980, au sein d'une autre institution de prestige, l'Université de la Californie à Berkeley, où elle a étudié le français et la politique, finissant avec les plus grands honneurs. Elle a par la suite obtenu une licence en droit à Harvard, où elle a participé à la campagne visant à forcer l'université à retirer ses investissements de l'Afrique du Sud, où régnait encore l'apartheid.

C'est aussi à Harvard qu'elle a rencontré son mari, Dan Mulhern, qui gagne aujourd'hui sa vie comme « conseiller en leadership ».

Peu après son arrivée au Michigan, Granholm a été recrutée par une machine politique légendaire, celle du comté de Wayne, qui est contrôlée par les démocrates de Detroit. Après l'avoir embauchée comme conseillère juridique, son mentor, Ed McNamara, l'a encouragée à se présenter comme ministre de la Justice (attorney général) du Michigan, fonction à laquelle elle s'est fait élire en novembre 1998.

Une nouvelle approche

« Je n'ai jamais rien vu de tel », dit aujourd'hui Michael Duggan, ex-collègue de Granholm au sein de la machine démocrate du comté de Wayne. « En politique, nous avons tous de gros ego. En sa présence, cependant, nous avons tous l'impression d'être devant Michael Jordan. Elle est dans une classe à

Voir COMÈTE en B2

Photo Associated Press ©

VINCENT MARISSAL

vincent.marissal@lapresse.ca

Mettre le doigt sur le bobo

Ce bon docteur Thomas ne pensait pas faire autant de vagues. Tout juste rentré du Malawi, où il a eu la bonne idée d'aller se « réfugier » après son discours devant les militants de l'ADQ au début d'octobre, il constate ces jours-ci encore l'ampleur des dégâts.

Depuis qu'il a osé dire tout haut que le privé existe déjà dans notre système de santé et que, non, l'État n'a pas le monopole de la compassion, certains de ses amis ne lui adressent plus la parole. Des collègues le boudent parce qu'il a dit que certains spécialistes s'en mettent plein les poches en jouant en même temps sur les tableaux du public et du privé.

Pis encore : celui qui voulait rester neutre et non partisan est maintenant identifié comme futur candidat adéquate — ce qu'il nie fermement.

Pourtant, Réjean Thomas n'a rien dit d'offensant ou de révolutionnaire. Jean Charest, le nouveau gardien du système de santé public au Québec, l'a même appelé pour le féliciter de ses propos. M. Charest regrette de ne pas avoir pensé avant les adéquistes à l'inviter au congrès libéral.

Le péché du docteur Thomas, c'est d'avoir mis le doigt sur le bobo, ce qui devrait pourtant être naturel pour un médecin. Il a appuyé un peu en disant : « C'est là que ça fait mal ? » Oui, justement, c'est là que ça fait mal, mais ce n'est pas nécessaire de le montrer à tout le monde, lui ont répondu ses collègues et le gouvernement, comme s'il s'agissait d'une maladie honteuse.

Depuis, le grand spécialiste du sida à Montréal s'est retrouvé en compagnie peu enviable soit avec Stephen Morgan, le « futur ministre de la Santé » de l'ADQ que péquistes et libéraux aiment bien dépeindre en docteur Frankenstein. Ce même docteur Morgan, courtoisé jadis par deux poids lourds péquistes (Pauline Marois et Guy Chevrette en 1992), est devenu aujourd'hui l'ennemi numéro un du réseau de santé public.

Que Réjean Thomas dise vrai quand il

affirme qu'une forme rampante de privé fleurit déjà dans le réseau, je n'en doute pas. C'est d'ailleurs la justesse de ses propos qui dérange tant.

Que Stephen Morgan et l'ADQ aient raison de présenter le recours au privé comme LA solution aux problèmes de financement, j'en doute. Et je ne suis pas le seul. Voilà pourquoi nous aurions besoin d'un débat sur la question.

C'était le but du Dr Thomas en acceptant l'invitation de l'ADQ et c'est sur cette lancée qu'il a poursuivi hier en me recevant à son bureau du centre-ville. Pas pour défendre l'ADQ, insiste-t-il, mais pour briser le tabou selon lequel il y a les bons et les mauvais en santé : le public et le privé.

« La deuxième vitesse existe déjà au Québec, est-ce que l'on peut au moins en parler ? C'est ce que j'ai aimé de l'ADQ, c'est qu'ils ouvrent ce débat. »

Pour bien se faire comprendre, le Dr Thomas saisit le téléphone et appelle devant moi la Clinique de la douleur, jouant les patients à la recherche d'un rendez-vous.

La Clinique de la douleur, c'est le point de chute des grands malades dont l'état nécessite d'urgents traitements. « Ça n'ira pas avant l'an prochain, à partir de janvier, mais ça peut aussi être février, mars ou avril », finit par lancer la réceptionniste sur un ton blasé.

« Vous voyez bien que ça n'a pas de bon sens, lance le Dr Thomas en racrochant. Est-ce que l'on peut se poser des questions ? Est-



ce que l'on peut envisager le recours au privé dans certains cas, comme cela se fait tout le temps en psychologie, en physiothérapie ou dans les cliniques de radiographie ? Sinon, on fait quoi ? On pleure et on demande plus d'argent au fédéral. Est-ce que l'on est dogmatique au point de mourir avec notre système public ? »

■ ■ ■

Pour débattre, il faut être au moins deux. L'ADQ débat — et se débat — avec les universitaires, les syndicats et les commentateurs de la scène politique. Mais la réponse politique est plutôt faible. Pour le moment, on a plutôt droit à une série de demi-vérités et même de gros mensonges qui en plus d'insulter l'intelligence des électeurs, rend impossible la poursuite d'idées neuves.

Pensez au rapport du sénateur Kirby déposé cette semaine à Ottawa et qui affirme : « Le Canada est le seul pays industrialisé qui interdit l'imposition de frais aux usagers pour des services assurés par le public. »

Pardon ? Allô, allô, le Sénat, ici la Terre ! Vous nous recevez ?

C'est à croire que le sénateur Kirby et ses collègues ont déjà épousé les recommandations de leur confrère Pierre Claude Nolin sur la marijuana.

Pensez aussi à Bernard Landry, qui soutient devant l'équipe éditoriale de *La Presse* qu'il n'y a pas de deuxième vitesse dans notre système alors que, quelques jours

plus tard, son ministre de la Santé, François Legault, reconnaissait, penaud, à une collègue de Radio-Canada qu'il existe bel et bien des accrocs au sacro-saint réseau public, mais qu'il n'y peut rien.

Pensez encore au gouvernement fédéral qui jure la main sur le cœur qu'il ne permettra jamais une deuxième vitesse alors que la ministre de la Santé avoue, impuissante, qu'elle ne peut mettre fin aux intrusions du privé.

Pensez enfin à Roy Romanow, qui réclamera dans quelques semaines dans son rapport des milliards de plus à Ottawa, lui qui admet ne plus trop savoir où sont passés les milliards supplémentaires transférés aux provinces par Ottawa en 1999.

Pomper de l'argent dans le réseau. Sans fin. Peu importe la profondeur du gouffre. C'est la seule solution envisagée à Québec comme à Ottawa. Jean Chrétien s'est résolument engagé sur cette voie cette semaine. Son ministre des Finances, John Manley, fouille déjà les fonds de tiroir à Ottawa pour saupoudrer encore quelques centaines de millions dans son prochain budget. Et ainsi, à coups de millions supplémentaires, on achète du temps pour éviter le vrai débat.

En attendant que l'on arrive à des solutions plus durables, est-ce que je peux suggérer à M. Manley de commencer par abolir le programme de commandite au Québec, dans lequel Ottawa engloutit 40 millions par année pour des rapports copiés en double et de la pub dans des foires qui n'existent pas ?

Cet argent serait certainement mieux dépensé en santé et le gouvernement fédéral s'éviterait des maux de tête chroniques qui l'affligent depuis quelque temps.



Photo PAUL WARNER, Associated Press ©

L'ancien champion poids lourd, Muhammad Ali est monté dans l'arène pour appuyer la candidature du « phénomène » politique de l'heure et actuelle procureur général du Michigan, Jennifer Granholm. Le sénateur démocrate Carl Levin était également sur place.



Photo AL GOLDIS, Associated Press ©

Jennifer Granholm aux côtés d'Al Gore, le 28 octobre dernier.

COMÈTE

Suite de la page B1

part. Elle a une capacité extraordinaire de communiquer avec les gens... Ça ne s'apprend pas. »

Malgré une expérience politique plutôt mince, Granholm n'a eu aucun mal à remporter les élections primaires démocrates en août dernier. Elle faisait face à deux vétérans du parti, soit James Blanchard, ex-ambassadeur des États-Unis à Ottawa, et David Bonior, ex-whip de la minorité à la Chambre des représentants, qui jouissaient de l'appui des grands syndicats du Michigan.

Peu après son triomphe, elle faisait la une de la revue *The New Republic*, qui vantait son « intelligence, son charisme et ses politiques centristes ». David Broder, doyen des chroniqueurs politiques du *Washington Post*, la qualifiait pour sa part de « phénomène ».

Mardi, Granholm sera opposée au lieutenant-gouverneur sortant, Dick Posthumus, qui semble payer pour l'impopularité d'Engler, le gouverneur sortant, conservateur pur et dur. Selon le sondage du *De-*

troit *Free Press*, la démocrate détient une avance de 13 points sur le républicain.

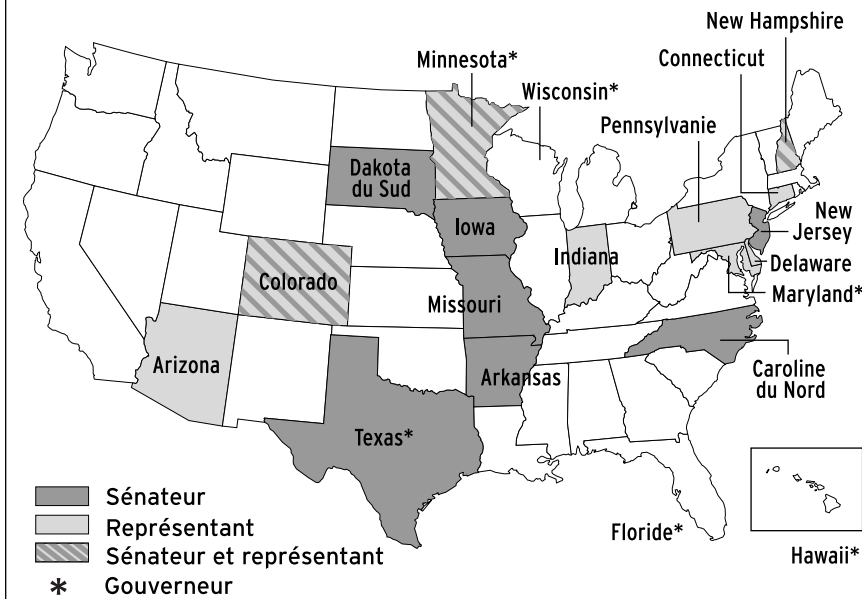
« Je pense que les citoyens du Michigan sont fatigués de John Engler, dit Bill Ballenger, éditeur du bulletin d'information *Inside Michigan Politics*. À une époque où l'économie tourne au ralenti, où les finances de l'État se détériorent, les gens veulent quelqu'un de plus conciliant, de plus modéré. Dick Posthumus est un bon gars, mais il fait partie du mauvais parti. Les gens veulent une nouvelle approche. »

Ce besoin de changement ne se fait pas seulement sentir au Michigan. Le scrutin du 5 novembre pourrait également couronner les candidats démocrates au poste de gouverneur de l'Illinois, de la Pennsylvanie et du Wisconsin, des États où règnent les républicains depuis plusieurs années.

Mais aucun de ces démocrates n'a l'éclat de Jennifer Granholm. Dommage qu'elle soit née au Canada...

Les États qui feront la différence

Les démocrates doivent remporter six nouveaux sièges pour s'assurer du contrôle de la Chambre des représentants. Les républicains, eux, n'ont besoin que d'un siège supplémentaire pour reprendre les guides du Sénat. Les courses chaudes étant rares, le contrôle des deux Chambres se jouera dans une poignée d'États-clés.



Les élections législatives sont aussi l'occasion pour les Américains de se prononcer sur différentes questions référendaires. Mardi, les électeurs de 40 États pourront ainsi voter sur 202 propositions, dont 53 ont été présentées par des groupes de citoyens. En voici quelques-unes:

EN ARIZONA:

- créer un registre des usagers médicaux de la marijuana et instaurer un système de distribution d'État, réduire la peine pour possession de deux onces ou moins de mari à 250 \$ d'amende seulement
- éliminer la taxe de vente sur les aliments et les médicaments
- étendre les permis de jeux et de loterie vidéo dans les réserves indiennes et les hippodromes, prolonger la loterie d'État jusqu'en 2012

EN FLORIDE:

- instaurer l'interdiction de fumer dans tous les lieux de travail intérieurs (fonds référendaire de 4 millions \$US constitué par des organisations de santé)
- réduire le nombre maximal d'écoliers par classe au niveau primaire et au secondaire ; classes préscolaires gratuites à partir de l'âge de quatre ans

AU COLORADO ET AU MASSACHUSETTS:

- cesser l'enseignement bilingue dans les écoles publiques et obliger l'apprentissage de l'anglais avant les autres matières pour les écoliers immigrants non anglophones

AU MASSACHUSETTS:

- abolir la taxe de vente d'État (reprise augmentée d'un vote en 2000 sur la réduction de cette taxe, demeurée sans suite à la législature d'État pour des raisons budgétaires)

EN IDAHO:

- permettre l'implantation de loteries vidéo dans les réserves indiennes

AU NEVADA:

- décriminaliser la possession de trois grammes ou moins de marijuana (après un vote en 2000 autorisant l'usage médical de ce stupéfiant)

EN CALIFORNIE:

- obliger l'État à financer des activités parascolaires dans les écoles primaires publiques (proposition orchestrée par la vedette Arnold Schwarzenegger)
- référendum local à Los Angeles sur la sécession municipale de Hollywood et de la vallée de San Fernando, qui a 1,3 million de résidents

AU MONTANA:

- afin de renverser la forte inflation des tarifs d'électricité, autoriser le rachat par l'État au coût d'environ 500 millions \$ de 12 barrages hydroélectriques qui ont été privatisés en 1997

AU TENNESSEE:

- lever l'interdit contre les jeux et loteries d'État afin d'endiguer un déficit budgétaire chronique

EN OHIO:

- modifier la Constitution de l'État afin de permettre de remplacer une peine de prison par un traitement de désintoxication à l'égard des condamnés pour possession ou consommation de stupéfiants

EN OREGON:

- obliger l'étiquetage des ingrédients alimentaires génétiquement modifiés
- instaurer un système de financement public des soins de santé minimaux pour tous

EN VIRGINIE ET DANS L'ÉTAT DE WASHINGTON:

- hausser la taxe de vente (Virginie) et la taxe sur l'essence (Washington) pour financer des investissements routiers d'environ huit milliards \$US dans chaque État



Photo Associated Press ©

Pour le poste de gouverneur, les démocrates ont recruté Tony Sanchez, riche homme d'affaires d'origine latino-américaine, qui a bâti une fortune estimée à 500 millions de dollars US et fondée surtout sur des entreprises de services financiers dans la région frontalière du Texas avec le Mexique.

Le fief de Bush menacé par les démocrates



MARTIN VALLIÈRES

Depuis près de 30 ans, le Texas de Georges W. Bush a sans relâche

constitué une forteresse républicaine sur l'échiquier politique américain. Mais les démocrates pourraient causer une surprise aux élections de mardi, en présentant un « Dream Team » composé de l'ancien maire noir de Dallas, le charismatique Ron Kirk, au Sénat, et un richissime homme d'affaires d'origine latino-américaine, Tony Sanchez, qui a investi 65 millions de sa fortune personnelle dans sa campagne pour le poste de gouverneur de l'État. Notre reporter revient d'une tournée à Dallas.



Photo Associated Press ©

Le candidat démocrate au poste de sénateur, l'ancien maire de Houston, Ron Kirk, espère bien devenir le premier Noir élu à cette fonction dans l'État du Texas.

Vu de l'extérieur, le Texas, ce grand et fier État du sud-ouest est supposé être un bastion républicain qui a servi de tremplin politique pour George W. Bush vers la Maison-Blanche.

Pourtant, les candidats républicains aux deux principaux postes en jeu aux élections de mardi, celui de gouverneur de l'État et celui de sénateur, doivent mener une bataille sans précédent depuis deux décennies de politique texane.

Selon les plus récents sondages, l'avantage initial dont semblaient profiter les candidats républicains aurait fondu de plus de moitié durant la campagne.

Mais avec le nombre encore élevé d'électeurs indécis, signalent des observateurs de la scène politique texane, les candidats démocrates pourraient effectuer tout un retour mardi en remportant au moins un des deux postes, peut-être même les deux.

Avec l'ancien maire de Dallas, Ron Kirk, et le multimillionnaire Tony Sanchez, « les démocrates ont un duo de candidats (...) qui leur procure les meilleures chances d'une victoire dans cet État depuis longtemps », estime James Henson, professeur et analyste en sciences politiques à l'Université du Texas à Austin, la capitale de l'État.

Faire sortir le vote

« Après une longue absence des principaux postes électifs au Texas, les démocrates ont redonné un élan à leur organisation avec des candidats et des moyens financiers inhabituels pour eux dans cet État. Mais il faut maintenant qu'ils confirment ce regain en faisant sortir le vote le 5 novembre. »

Faire sortir le vote, pour les démocrates texans, ça signifie surtout

déployer tous les efforts possibles afin de convaincre les citoyens d'origine latino-américaine de se rendre aux urnes.

Les hispanophones constituent maintenant le tiers de la population du Texas, mais ils comptent habituellement pour seulement 12 % des votants. Or, tous les sondages indiquent que les électeurs hispanophones sont en bonne majorité de tendance démocrate.

S'ajoute un autre groupe majoritairement démocrate, les Texans d'origine afro-américaine, qui représentent 10 % de la population de l'État.

Avec l'appui de ces groupes et la part minoritaire de l'électorat texan blanc en désaccord avec les politiques républicaines, les stratèges démocrates croient que leurs candidats ont de bonnes chances de causer des surprises.

Ils espèrent que la défaite d'un candidat républicain au Texas, même de justesse, provoque un embarras politique pour le gouvernement Bush à Washington parce qu'elle serait survenue dans l'arrière-cour même du président.

Ce serait aussi quelques mois à peine après le retour très médiatisé au Texas de Karen Hughes, conseillère personnelle et organisatrice politique de longue date de George W. Bush.

En particulier, les stratèges démocrates salivent à la possibilité que l'élection d'un sénateur démocrate au Texas, même très serrée, s'avère déterminante pour décider de la majorité au Sénat.

Pour James F. Hollifield, directeur du Centre d'études politiques de l'université Southern Methodist, à Dallas, il s'agit d'un scénario tout à fait probable. « L'électorat du Texas subit une diversification ethnique à un rythme encore mal compris à l'extérieur de l'État, mais qui est en voie de retourner la balance politique en faveur des démocrates.

Pour la première fois, c'est possible pour un candidat noir ou hispanophone, même démocrate, de se faire élire à un poste dont le mandat couvre l'ensemble de l'État. »

C'est justement le type de candidats que proposent les démocrates à l'électorat texan, un duo que des commentateurs politiques locaux ont surnommé le « Dream Team », l'équipe de rêve.

Une équipe de rêve

Pour le poste de gouverneur, les démocrates ont recruté un riche homme d'affaires hispanophone, Tony Sanchez, qui a bâti une fortune estimée à 500 millions de dollars US et fondée surtout sur des entreprises de services financiers dans la région frontalière du Texas avec le Mexique.

Son ambition : déloger le républicain Rick Perry, qui était le principal lieutenant du gouverneur George W. Bush et qui lui a succédé lorsqu'il s'est lancé dans la campagne présidentielle.

Avec sa réputation de « Texan non-blanc qui a réussi », M. Sanchez espère attirer une part importante de l'électorat « ethnique » : les citoyens de descendance latino-américaine, afro-américaine et asiatique.

Et avec son expérience d'homme d'affaires à succès, il espère attirer, en plus des démocrates convaincus, des électeurs blancs qui louvoient entre les candidats républicains et démocrates.

Toutefois, pour réaliser ses ambitions électorales, Tony Sanchez est en train de dépenser une fortune : environ 65 millions de dollars de ses propres deniers, au dernier compte rendu publié au Texas.

Une telle somme le situe parmi les candidats les plus dépensiers de leur propre fortune de l'histoire des États-Unis, tout juste sous le montant record de 69 millions dépensés par le financier Michael Bloomberg pour gagner la mairie de New York, l'an dernier.

Les dépenses électorales de M. Sanchez éclipsent de loin les 24 millions du gouverneur Rick Perry.

Ces fonds proviennent surtout de contributions privées et d'affaires au Texas, qui ont été recueillies avec l'aide des principaux membres du clan Bush, du président actuel, l'ex-président ainsi que de leurs femmes.

Tony Sanchez clame devant les Texans que son indépendance financière le mettra à l'abri d'être « acheté et manipulé par des groupes d'intérêt », s'il est élu gouverneur.

Son opposant républicain a répondu en disant que M. Sanchez tentait « d'acheter les élections » après s'être abstenu de voter personnellement depuis plus de 10 ans.

Dans la même foulée, la publicité républicaine a mis en doute l'origine de la fortune de M. Sanchez, en alléguant des histoires de trafic d'influence et de narcodollars.

Le siège de sénateur a été libéré par le départ à la retraite de Phil Gramm, ardent supporter du gouvernement Bush au Congrès.

Le candidat républicain qui veut lui succéder est l'ex-procureur général du Texas, l'équivalent d'un ministre de la Justice, John Cornyn, âgé de 50 ans.

Guidée par le parti républicain national, sa candidature a obtenu l'aide du président Bush afin de recueillir des fonds. M. Cornyn fonde d'ailleurs une bonne partie de sa campagne sur son appui inconditionnel envers les politiques du gouvernement Bush.

« Les Texans sont fiers d'avoir un des leurs à la Maison-Blanche, peu importe leur allégeance partisane. Le nom Bush a un attrait presque magique en politique au Texas. Les candidats qui ne sont pas d'accord font mieux de se taire plutôt que de le dire tout haut », estime Ross Ramsey, rédacteur en chef du *Texas Weekly*, le principal magazine régional d'informations politiques.

Cette observation explique pourquoi le candidat démocrate n'a pas hésité à déclarer son appui à certaines politiques du président républicain, telles que la menace militaire contre l'Irak et les réductions d'impôt instaurées en début de mandat.

Ron Kirk

À 48 ans, avocat spécialisé en droits des affaires, Ron Kirk est un militant démocrate de longue date au Texas. Il a occupé divers postes électifs dont celui de premier maire noir de Dallas jusqu'en novembre 2001, après deux mandats gagnés avec de fortes majorités.

Il s'est démarqué à la mairie de la ville, considérée la plus conservatrice au Texas, avec une stratégie de concertation des groupes d'intérêts souvent très divergents. Il a par ailleurs instauré une gestion budgétaire serrée qui a permis de réduire le taux d'imposition foncière.

Cela lui a valu les accolades de l'influent milieu d'affaires de Dallas, très largement républicain, après des réticences initiales. Ron Kirk a gagné une bonne notoriété dans tout le Texas, surtout dans le milieu municipal, dont l'appui peut être très précieux.

Par ailleurs, pendant qu'il était maire de Dallas — un poste à peine rémunéré — M. Kirk est resté sur la liste de paie d'une firme texane d'avocats d'affaires dont la liste de clients comprenait Enron.

La faillite frauduleuse de cet ex-géant du courtage d'énergie, basé à Houston, a coûté leur emploi à des milliers de Texans. Mais l'impact politique de cette affaire demeure limité, selon James Henson.

« Les politiciens au Texas doivent être prudents avec le cas d'Enron. Bien sûr, les Texans ont été très choqués par ce scandale et ils espèrent que les fraudeurs seront punis sévèrement. Mais ils estiment que l'identité régionale du Texas, encore l'une des plus fortes aux États-Unis, a été ternie exagérément par cette affaire dans le milieu politique et médiatique de Washington et de New York. »

S'il l'emporte mardi, Ron Kirk serait le premier sénateur noir élu au Texas, et le premier élu dans un État du sud depuis longtemps.

« Le parti démocrate national a consacré un peu plus de quatre millions de dollars pour la campagne de Ron Kirk, ce qui ne s'était pas vu pour un candidat de ce parti au Texas depuis longtemps, indique Ross Ramsey. Mais s'il est élu sénateur, Ron Kirk a démontré des talents politiques au Texas qui pourraient en faire une prochaine star des démocrates au Congrès. »

Hu Jintao, futur ou dernier empereur?

Vendredi prochain, le Parti communiste chinois amorcera ses travaux à Pékin. Le point culminant sera le choix d'un successeur à Jiang Zemin, qui n'abandonnera pas le pouvoir de gaieté de coeur. Cette relève de la garde cache de profondes divisions internes. Hu Jintao, futur ou dernier empereur ?



Hu Jintao

Photo REUTERS

ÉRIC MEYER
collaboration spéciale

PÉKIN — Le 8 novembre est le rendez-vous de très longue date pour le Parti communiste chinois: jour de l'ouverture du XVI^e congrès, grand-messe des 2000 délégués des 65 millions de membres à du pays. Dans l'enceinte d'architecture stalinienne du Grand Palais du peuple aux vertigineux plafonds, couloirs et volées d'escaliers, ils éliront 370 membres du Comité central, lequel «designera» le Politburo nouveau (20 membres) dont sortiront les sept éléments du Comité permanent, la structure suprême des nouveaux maîtres de l'Empire socialiste. Depuis un an en fait, en prévision de ce changement d'équipe, la Chine est tenue en haleine face à ce «trou noir», moment de mystère et d'incertitudes. La presse est chaque jour plus muselée, à mesure que se rapproche la date fatidique. Campagnes idéologiques et slogans se succèdent au petit écran, sur les panneaux géants des bords d'avenue, dans la presse: «pour les Trois représentativités», ou «construire une capitale nationale moderne, pour mieux accueillir le XVI^e congrès».

Depuis l'été, l'Internet chinois est féroce-ment contrôlé, et une extraordinaire chasse aux riches bat son plein, faisant basculer des gens célèbres (acteurs, présidents de banque) du sommet de la gloire à la prison, accusés d'avoir pratiqué l'évasion fiscale, avec des peines allant jusqu'à 15 ans de prison. Toute cette pression autoritaire étant justifiée par le besoin de maintenir le calme, pendant cette phase délicate de la passation du pouvoir.

Une guerre interne pas même voilée

Mais en réalité, dans la rue comme dans les quartiers ouvriers, tout le monde sait que la tension reflète des luttes internes, et que le pouvoir continue à échanger les dernières salves, depuis ses tranchées derrière les hauts murs de Zhongnanhai, l'ancien palais devenu quartier général du PCC, du Conseil d'État et de l'Armée populaire de libération. D'ailleurs, si l'on interroge discrètement l'employé de bureau, le chauffeur de taxi ou l'instituteur, l'opinion fuse instantanément, sans ambiguïté: «Le XVI^e congrès, ce n'est pas nos affaires... cela ne changera rien pour nous... tout ce bruit, c'est pour le Parti, pas pour le peuple!»

Voici déjà une première énigme à ce Congrès, qui n'en manque pas: traditionnellement programmé tous les cinq ans en septembre, ce qui permet d'avaliser des nominations faites en petit comité à la station balnéaire de Beidaihe en août, cette XVI^e session, sans explication, a été retardée de deux mois. Le retard a pris la presse et l'opinion en otage, car dès lors, la police et la censure étaient obligées de «serrer la vis» pour prévenir toute fuite et tout débat hors de son sein, voire toute «mauvaise nouvelle» (accident, scandale...) susceptibles d'altérer l'ambiance positive obligatoire.

Le report du congrès avait été orchestré afin d'accorder au président Jiang Zemin le temps de faire ses valises et notamment, de recevoir (le 25 octobre) les honneurs d'un sommet avec George W. Bush en son ranch texan de Crawford. D'autre part, à en croire un extraordinaire pamphlet publié simultanément à Hong Kong et New York, et dont l'auteur serait un personnage politique éminent, Jiang aurait imposé ce sursis pour tenter d'évincer Li Ruihuan, le plus libéral de la future équipe dirigeante, célèbre pour son franc-parler, dont l'attitude à l'égard de Jiang était

jugée pas assez respectueuse. Li Ruihuan, l'ex-charpentier de Tianjin, se serait amusé à l'interpeller toujours par son surnom de «vieux Jiang» (lui rappelant ainsi cruellement au passage, son âge et son obligation statutaire de se retirer), et non par son titre de président de la république. Aux dernières nouvelles, cette campagne pour limoger Li Ruihuan aurait échoué.

Un scénario signé Deng Xiaoping

Depuis trois ans par ailleurs, Jiang Zemin avait multiplié les actions pour se maintenir au pouvoir, qu'il exerce depuis 12 ans. Il était soutenu en cela par les franges conservatrices du parti, et surtout de l'armée, dont les trois voix au Politburo savaient leur pouvoir lié à sa personne. En 1999, se succédaient différentes tentatives, toutes infructueuses, de voir Jiang se maintenir, soit comme président du parti (poste qu'on aurait dû recréer pour lui), comme premier secrétaire, ou comme président de la Commission militaire centrale. Jiang était de toute manière constitutionnellement obligé, après deux mandats, d'abandonner son poste de président de la république. Mais le comité permanent dit non à tout!

Pour une raison très simple: Deng Xiaoping, 20 ans plus tôt, avait changé la procédure de passation du pouvoir de manière à interdire tout pouvoir à vie. Voilà peut-être l'aspect le plus fascinant de ce socialisme chinois: corrompu, à bout de souffle, il fait néanmoins la preuve de sa capacité à prévoir et préparer sa relève — et de s'y tenir.

En 1982, pour prévenir tout retour d'un nouveau dictateur rouge, le patriarche avait ordonné aux provinces d'identifier le leadership de 20 ans plus tard. Une trentaine de cadres avaient été sélectionnés. Ils devaient avoir moins de 40 ans, être d'une loyauté à toute épreuve, et avoir fait leurs preuves comme gestionnaires économiques. C'est parmi ce corps d'apparatchiks que fut choisie l'équipe [de la quatrième génération], qui sortira du chapeau du XVI^e congrès.

La méthode de sélection de cette équipe était d'un pragmatisme rare. L'appareil des vieux, autour de Deng, devait retenir un nom, destiné à reprendre les trois mandats suprêmes de Jiang Zemin: ce fut Hu Jintao, ingénieur hydraulicien modeste et discipliné. Et puis, au fil des années 90, l'équipe au pouvoir complèterait, mais en puisant dans le vivier de cette super-nomenklatura désignée par les vieux 10 ans auparavant.

Un héritage détourné de son vivant

Dès sa nomination, les choses, pour Hu, tournèrent mal. Désigné par le patriarche en personne, le jeune homme, en principe, n'avait plus à se chercher d'autre protecteur. Ce n'était pas le cas des autres jeunes loups qui tous, se firent les lieutenants des autres leaders, Jiang Zemin, Zhu Rongji (actuel premier ministre) et Li Peng (actuel patron du parlement). Dès lors, les uns et les autres parvinrent à exercer un pouvoir et à se faire un réseau d'amis politiques, l'un comme maître de la police, l'autre comme expert de la réforme agricole, ou de celle des entreprises publiques... Tous, sauf Hu Jintao, aiguillés vers la voie de garage de postes honorifiques, vice-président de la république et numéro 2 de l'armée en 1998, mais maintenu dans l'ombre de Jiang Zemin. D'une certaine manière, la destinée pathétique de Hu ressemble à celle de Pu Yi, le dernier empereur qui entend les bruits de la vie vraie, depuis l'intérieur de son palais, et est frustré du pouvoir par Ci Xi, l'impératrice douairière.

Au moins, Hu Jintao, par des efforts incroyables d'humilité et de courage, a réussi l'exploit: sauver sa place. Il sera chef d'une équipe dont tous les autres membres auront plus de charisme et d'expérience que lui. Autour de lui, il aura Zeng Qinghong, l'homme aujourd'hui le plus puissant, dauphin de Jiang Zemin, celui qui depuis 10 ans, choisit et nomme tout haut fonctionnaire. Il aura Wen Jiabao, le futur premier ministre, l'homme de Zhu Rongji, auteur de bon nombre de réformes en train de bouleverser le visage de la Chine. Aussi proche de Zhu, mais le plus indépendant de la nouvelle équipe, Li Ruihuan le prochain patron du Parlement, est le seul à croire dans la démocratie — système électoral et liberté de presse — comme outil utile d'un gouvernement socialiste. Enfin, Luo Gan,



Âgé de 76 ans, Jiang Zemin, dont on aperçoit le portrait au-dessus d'une foule, aura régné durant 12 ans sur la République populaire de Chine. On s'attend à ce que le leader abandonne son poste au cours du congrès du Parti communiste chinois, qui se mettra en branle vendredi prochain.

Photo AP



Photo AP

Un employé met la dernière main à une banderole annonçant la bienvenue aux membres du Parti communiste qui assisteront au 16^e congrès du parti, à compter de vendredi.



Photo AFP

L'Assemblée nationale populaire chinoise compte 2870 délégués.

L'homme de l'ombre, est le bras droit de Li Peng, maître de la police à la poigne de fer. Le rapport lui prête, en quatre campagnes annuelles dites «Frapper fort», pas moins de 60 000 exécutions, ce qui donnerait, selon Amnistie internationale, plus de 80% du sinistre bilan mondial. Luo Gan est aussi le second plus âgé dans cette équipe, et le plus fermement opposé à tout relâchement du système autoritaire.

Tous ensemble, malgré leur grande différence de style, ces hommes ont en commun la formation de leur époque: leur foi dans les solutions qui marchent, leur extraordinaire capacité d'endurance et instinct de survie politique, et leur aptitude au compromis entre eux et à la discipline de parti. Sans exception, aucun d'entre eux n'est un démocrate à la mode occidentale. Tous veulent bien appuyer la croissance du pays sur les crédits et les techniques de l'Ouest, mais pas sur ses valeurs morales. Ils sont aussi tous patriotes, et croient en la chance de la Chine de sortir maintenant de siècles de misère pour rejoindre le premier rang des nations, aux côtés des grandes puissances. Ils sont aussi convaincus que ce retour en gloire se fera par le Parti communiste — par leur propre poigne.

Le chaînon manquant: l'absence de fibre humaine

Un dernier petit fait éclairera les limites de cette équipe, et de ses modes de pensée, de sa capacité à voir et rectifier ses propres problèmes, et finalement, d'humanité. Il se trouve qu'à la veille du XVI^e congrès,



Photo AP

En Chine, on trouve partout des cartes à l'effigie du président Zemin et de ses prédécesseurs, Mao Tsé-Toung et Deng Xiaoping.

L'équipe dirigeante sortante devait aussi, logiquement, pressentir le prochain gouvernement pour la période 2012-2022. Il lui fallait donc désigner un jeune, destiné à en être le maître. Or, nous apprend le pamphlet déjà cité, un des trois noms pressentis est gouverneur du Henan, province qui comptait en 2001, de source clandestine, un million de séropositifs infectés par des réseaux de collecte du sang mal organisés. Durant des années, dans le Henan, rien n'a été fait pour changer cette situation pourtant déjà connue. Ce qui n'empêche son leader, à l'abri de toute critique publique, sous la houlette du sommet de l'appareil, de briguer le pouvoir suprême. Aux dernières nouvelles, début octobre, peut-être à la suite de la publication du pamphlet, les trois noms auraient été écartés par Jiang Zemin, et la décision reportée à des temps meilleurs!

Conclusion: des atouts indéniables! Enfin, le pouvoir qui s'apprête à sortir du XVI^e congrès, devra faire face à des catastrophes potentielles tels la corruption galopante, le sida, la pollution, l'explosion de la délinquance ou la demande en droits de l'homme. Mais face à cela, cette équipe dispose d'atouts que bien des dirigeants occidentaux pourraient leur envier: l'unité, une capacité répressive intacte, un pays converti en usine du monde (qui vient d'augmenter de 33%, en septembre, ses exportations mondiales), et 10 ans devant eux, sans élections à affronter!



Photo AP

Les principaux leaders du gouvernement chinois : le vice-président Hu Jintao, le premier ministre Zhu Rongji, le président Jiang Zemin et Li Peng, président de l'Assemblée nationale populaire.

République populaire de Chine

Capitale: Pékin (Beijing)

Superficie: 9 596 961 km²

Population: 1 284 972 000

Langues: mandarin, huit dialectes et de nombreuses variantes

Nature de l'État: république socialiste unitaire et multinationale

Nature du régime: démocratie populaire à parti unique: le Parti communiste chinois

Chef de l'État: (au 11.07.02): Jiang Zemin, président de la République (depuis le 29.03.93).

Revenu annuel moyen: 1307\$ CAN



DES OH! ET DES BAH!

La rubrique qui voit et entend tout

QUÉBEC

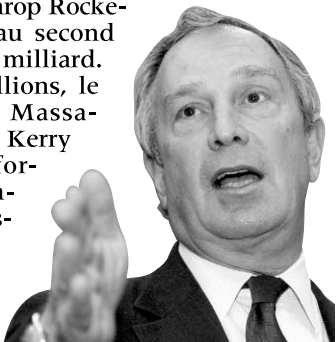
Humour péquiste

Comme leurs patrons ministres, les attachés politiques du Parti québécois semblent une race en péril. Ils sont beaucoup moins nombreux qu'avant dans les officines gouvernementales, mais ils n'ont pas perdu leur sens de l'humour. Entendu cette semaine dans un couloir de l'Assemblée nationale après le départ de **Paul Bégin**: «Est qu'il y a une nouvelle démission aujourd'hui? — Non, mais je viens de comprendre pourquoi il a nommé 36 ministres... C'est pour être certain qu'il en restera encore quand on va arriver au printemps!»

NEW YORK

Bloomberg, le plus riche

Le maire de New York, **Michael Bloomberg**, est le plus riche des politiciens américains, selon le magazine *Forbes*, qui évalue sa fortune à 4,8 milliards. Le lieutenant gouverneur de l'Arkansas, Winthrop Rockefeller, vient au second rang avec 1,2 milliard. Avec 550 millions, le sénateur du Massachusetts John Kerry est le plus fortuné du Congrès des États-Unis.



OTTAWA

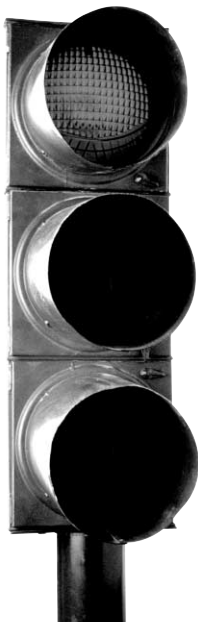
Persona non grata :

Jean Chrétien compte tirer sa révérence dans 15 mois. C'est tout le temps qui reste au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, **Denis Coderre**, pour se racheter auprès du clan Martin. Reconnu comme un fidèle de Jean Chrétien, le jeune ministre ambitieux aimerait bien voir sa carrière politique se poursuivre dans un cabinet **Martin**. Mais, selon les ragots colportés par certains membres de l'opposition, les lieutenants de l'ex-ministre des Finances ont déjà signifié à M. Coderre qu'il était loin d'être dans les bonnes grâces du «futur» premier ministre. Quant au ministre de la Justice, **Martin Cauchon**, son chien est mort. Cet autre fervent partisan de Jean Chrétien se chercherait un job de juge.

MONTRÉAL

À droite, à gauche, à droite, à gauche...

Rien n'est simple quand il s'agit de problèmes de circulation à Montréal. On a appris que le débat sur le virage à droite au feu rouge est littéralement déchirant pour l'équipe du maire **Gérald Tremblay**. Les conseillers de l'Ouest-de-l'île et de l'extrême est en sont de farouches partisans, ceux de l'ancienne ville de Montréal n'en veulent à aucun prix. La dernière proposition pour trouver un consensus: refiler la décision aux arrondissements! Un automobiliste qui traverserait la ville par la rue Sherbrooke pourrait ainsi, théoriquement, passer dans sept arrondissements aux réglementations différentes. Beau casse-tête en perspective. «Absurde, commente un conseiller du parti du maire. On devrait carrément éliminer les feux de circulation tant qu'à y être.»



QUÉBEC

Mauvais présages?

Dimanche dernier, **Pauline Marois** a assisté au match de football entre les Carabins de l'Université de Montréal, équipe pour laquelle joue son fils, et le Rouge et Or de l'Université Laval à Québec. Les réjouissances ont été de courte durée pour la ministre des Finances puisque Montréal a subi une deuxième dégelée en autant de matchs contre Laval, 58-17... au grand déplaisir de madame la ministre, à qui les partisans du Rouge et Or destinaient des confettis pour marquer leur joie chaque fois que leurs joueurs marquaient un touché contre les pauvres Carabins.



EN HAUSSE... EN BAISSÉ



OTTAWA > DENIS CODERRE



Le ministre de la Citoyenneté et «pour» l'Immigration, Denis Coderre, n'aime pas qu'on trace des liens entre sa personne et Claude Boulay, le président du Groupe Everest, une firme de publicité de Montréal actuellement mise en cause dans le scandale des commandites. Le journaliste Daniel Leblanc, du quotidien *The Globe and Mail*, qui a écrit un article sur le sujet, l'a appris à ses dépens cette semaine, quand il a voulu interroger à nouveau le ministre: «Je réponds seulement aux questions des journalistes!» a rétorqué sèchement M. Coderre.



QUÉBEC > PAUL BÉGIN



Plusieurs observateurs pensent que le ministre démissionnaire à la Justice a abandonné le navire péquiste avant qu'il ne coule définitivement...



LONDRES > ABU QATADA



La police a mis le grappin sur l'homme le plus recherché de la Grande-Bretagne. L'«ambassadeur d'Oussama ben Laden en Europe» se terrait depuis 10 mois dans un appartement de la capitale, non loin du parlement et de Downing Street. Avec le durcissement des lois antiterroristes, Abu Qatada pourrait croupir indéfiniment, sans procès, dans une prison de Londres.

ILS, ELLES ONT DIT...

«*Nous n'avons pas de position particulière sur la pertinence ou non d'une grève contre la ZLEA, bien au contraire.*»

Robert Proulx, doyen de la faculté des sciences humaines de l'UQAM, invité à commenter la grève des étudiants de cette semaine contre la ZLEA.

«*Rudolph Giuliani est ultralibéral. Sa femme l'a mis à la porte et il a emménagé avec deux gais et un shih-tzu. Sont-ce là les valeurs de la Caroline du Sud? Je ne le pense pas.*»

Le candidat démocrate au Sénat, Alex Sanders, à propos de Rudolph Giuliani, l'ancien maire de New York qui soutient la candidature de son adversaire républicain, Lindsey Graham.

«*C'était à mon party de fin d'année, au cégep, puis on avait pris assez un coup que la différence que le pot a pu faire, c'était marginal.*»

Mario Dumont, qui admettait en entrevue au *Soleil* qu'il avait déjà consommé de la marijuana.

Collaborateurs: Marie Allard, Joël-Denis Bellavance, Karim Benessaïeh, Mario Cloutier, Isabelle Hachey, Richard Hétu, Denis Lessard, Gilles Toupin

LES ÉCLAIREURS DU GÉNÉRAL

Un livre lève le voile sur un groupe d'ardents défenseurs du Québec à Paris

L'improbable lobby

Un véritable « lobby » a manœuvré à Paris en vue de mousser la cause du Québec auprès des autorités françaises. Ainsi, les coups d'éclat, les prises de bec, les incidents parfois rocambolesques qui ont médisé les dirigeants des jeunes États d'Afrique francophone, les accrochages diplomatiques entre Paris et Ottawa, bref les événements qui ont tissé la chronique de ces retrouvailles ne relevaient pas tous du simple hasard ni ne s'inséraient dans une théorie de chaos.

(...)

Bernard Dorin a été, de l'aveu de plusieurs, le cerveau du lobby du Québec à Paris. Il est peu connu du grand public. Il a découvert sur le tard ses racines acadiennes. Il fait partie de cette branche des Dorin qui, après avoir tenté l'aventure du Nouveau Monde en terre d'Acadie, est revenue en Charente y replonger ses racines. Il ne multiplie pas les coups d'audace comme Philippe Rossillon, celui-là même qui se verra traiter « d'agent plus ou moins secret de la France » par le premier ministre Pierre Elliott Trudeau. En fait, il est l'un des rares membres du lobby à connaître le Québec et le Canada, où il a vécu sa première affectation de jeune diplomate (NDLR : à la fin des années 1950).

(...)

« J'avais une idée de ce qu'était le Québec bien avant de venir au Canada et c'est précisément dans ce but que j'ai demandé à y être affecté. Mais je n'avais pas de plan particulièrement élaboré pour savoir ce qu'il convenait de faire. Au fond, je me considérais comme une éponge qui se gorge de ce qu'il voit, de ce qu'il entend, qui se laisse imprégner par le milieu. J'ai employé bien plus tard cette méthode au Japon, qui était un pays infiniment plus complexe, l'idée étant qu'il faut se débarrasser de toute idée arrêtée, de tout préjugé quand on entre dans une réalité nouvelle.

« Il faut essayer de se laisser imprégner, d'écouter les gens et de comprendre quels sont leurs problèmes, quels sont leurs sentiments et quelles sont leurs aspirations. Je m'adressais évidemment à ce qu'on appelle la bourgeoisie, c'est-à-dire les intellectuels, les professeurs, les fonctionnaires. Mais ce qui m'intéressait beaucoup aussi, c'était de parler aux gens dits « du peuple », c'est-à-dire les chauffeurs de taxi, les serveuses de restaurants, etc. C'était d'autant plus facile que nous avions la même langue. Je voulais savoir ce qu'ils pensaient, comment ils réagissaient et quels étaient leurs buts et leurs intérêts. Chaque fois, je rapportais à l'ambassadeur Lacoste mes impressions de la semaine. »

(...)

En ressassant ses souvenirs de l'époque, Bernard Dorin conclut que cette relation était très différente de celle d'aujourd'hui. « Il faut dire que j'étais au Canada à une époque antédiluviennne : John Diefenbaker était premier ministre à Ottawa et Maurice Duplessis à Québec. La relation franco-canadienne n'était pas intense et, en tout cas, elle n'était pas axée, comme après la visite du général de Gaulle, sur le problème spécifique du Québec. Cela pour une assez bonne raison : le Québec ne se définissait pas comme il se définit aujourd'hui. À cette époque, on ne parlait pas de Québécois. Les Québécois d'aujourd'hui étaient alors des canadiens-français.

« Ce qui me frappe, avec le recul, c'est qu'on avait l'impression qu'une chape anglophone — le mot n'est pas péjoratif dans mon esprit — couvrait le Canada tout entier. Le Canada semblait plus cohérent qu'aujourd'hui, plus uniforme aussi. On disait d'ailleurs *coast to coast* ou *a mari usque ad mare*.

(...)

« Montréal était bien différente de ce qu'elle est aujourd'hui, où elle a l'aspect d'une grande ville francophone, la deuxième du monde. À l'époque, ce n'était pas le cas. Même dans la rue, dans les magasins, même quand on arrivait en train à Montréal, on avait l'impression d'un ensemble de langue anglaise. Cela étant, est-ce que j'ai eu l'impression que la population canadienne-française était dominée ou est-ce qu'elle se sentait dominée ? Je crois surtout qu'il s'agissait d'une psychologie fondée sur l'histoire et sur la défaite de 1760. On avait l'impression d'un peuple certes, mais d'un peuple survivant, un petit peu comme sont les Louisianais de langue française, qui vivent en terme de survie historique. Ils parlent encore le français cajun, mais ils sont enrobés dans un ensemble étatique qui ne correspond pas à leur identité propre. C'est un peu l'impression qu'un Français pouvait avoir à l'époque : celle d'un Canada conçu comme le Canada dans lequel une partie des habitants parlait le français, ou plutôt continuait à le parler.

(...)

« À mon retour en France, en 1960, j'ai pu être une sorte de lien entre le lobby qui se formait et la société civile du Québec, car je connaissais beaucoup de gens à Mon-

La suggestion de Jean Chrétien de fermer les délégations du Québec à l'étranger au début du mois en a indigné plusieurs. Dans les années 1960, plusieurs personnes ont travaillé, pour permettre au Québec d'acquérir une certaine stature internationale. Dans un livre qui sort ce mois-ci, Paul-André Comeau et Jean-Pierre Fournier retournent sur les traces du petit lobby français qui a favorisé la naissance de la délégation du Québec à Paris et l'affirmation du Québec au sein des forums internationaux.



Photothèque La Presse ©

L'une des plus grandes manifestations du travail du « Lobby du Québec » à Paris est sans nul doute la visite du général de Gaulle au Québec en juillet 1967 et son discours historique du balcon de l'hôtel de ville de Montréal. On le voit ici devant l'hôtel de ville de Québec.

tréal et à Québec, ce qui me permettait de sentir l'évolution des esprits. C'est la raison pour laquelle, sept ans après, de Gaulle m'a demandé de préparer avec lui le côté pratique de son voyage au Québec. »

Les drapeaux

« À Niamey, rappelle Bernard Dorin, il y a eu un incident de drapeau. Nous avons demandé à la délégation du Québec d'emporter son propre drapeau que l'on voulait faire hisser au même titre que les autres, comme à Libreville. Mais il a dû y avoir de fortes pressions d'Ottawa car la délégation québécoise avait « oublié » son drapeau. Comme je pressentais un peu le coup, j'avais apporté un autre drapeau du Québec et l'ai donné à la délégation du Québec, qui n'a pu faire autrement que de l'accepter. Mais ce n'était pas mon genre. Cela a fait toute une histoire. Tout le monde a été extrêmement ému. C'était un Libanais, dont je tairai le nom, qui avait inventé toute l'affaire. Le film a été présenté à Hamani Diori. Je me suis évidemment défendu comme un diable. Mais, comme on dit « calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose », il en est resté quelque chose. Au lieu d'avoir la première décoration du Niger, je n'ai reçu que la seconde !

« Il y a eu des accrochages sérieux entre le Canada et la France, surtout sur la place que devait occuper le Québec dans les institutions francophones. Il y a eu un recul après Libreville, où le Québec avait été placé sur le même pied que les États indépendants. Par la suite, le Canada fédéral revient dans le concert — assez habilement, du reste — et impose sa suprématie dès la conférence de Kinshasa.

(...)

Le lobby et la DG

Une fois la délégation générale bien établie à Paris et forte d'aussi bonnes relations, le lobby québécois s'est un peu retiré de la scène, mais il lui a bien donné un coup de pouce discret à l'occasion, comme dans cette querelle de drapeaux la veille de l'arrivée du premier ministre Daniel Johnson dans la capitale française en mai 1967.

La délégation du Québec et l'ambassade du Canada jouaient du couteau à propos des drapeaux qui décoreraient le salon d'honneur à

l'aéroport d'Orly. « C'était une bataille qui énervait particulièrement Couve de Murville (NDLR : le ministre des Affaires étrangères), dit Bernard Dorin. Le Canada insistait pour qu'il n'y ait que le drapeau canadien et moi, je poussais le drapeau du Québec. Excédé au bout d'une dizaine de jours de querelle, Couve a décidé qu'il n'y aurait pas de drapeau du tout. Comme il savait que j'étais partie prenante dans cette affaire, il était furieux contre moi et il m'a convoqué. Il m'a dit : « Je vous intime l'ordre de ne plus vous occuper de cette querelle de drapeaux, ce n'est pas votre affaire. » J'étais rentré assez furieux. Le soir même, j'étais convié chez les Pérol. Le hasard a voulu que je sois placé à côté de Xavier de la Chevalerie, chef de cabinet de de Gaulle. Il me dit : « Vous devez être content, le premier ministre du Québec arrive, vous devez être aux anges. » Je ne pus m'empêcher de m'exclamer, car je suis peu diplomate à vrai dire : « Non, je suis furieux. Couve a décidé qu'il n'y aura pas de drapeau québécois. Il ne veut aucun drapeau. » La Chevalerie s'écria en homme prudent : « Oh la la ! Il faut que j'en parle au général ! » Il en parle effectivement au général, qui répond



comme il fallait s'y attendre : « Évidemment, des drapeaux du Québec, il en faut partout ! » La Chevalerie téléphone à Couve aussitôt et lui fait part de la réaction de de Gaulle. Couve lui dit alors : « Mais qui a encore mis ça dans la tête du général ? » La Chevalerie s'empresse de répondre : « Mais c'est qu'hier soir, j'ai dîné avec Dorin... » C'était assez pour que je sois destitué ou au moins durement réprimandé, mais, au crédit de Couve, je n'ai plus entendu parler de l'affaire, et il n'y a eu que des drapeaux québécois ! »

Un conseil à Lévesque

Après mon retour du Québec, je laissai ces relations avec les mouvements essentiellement à Philippe Rossillon sauf, pour des raisons personnelles, avec René Lévesque. Grâce à Yves Michaud, qui m'avait présenté, je bénéficiais de l'amitié de René Lévesque, amitié qui m'a poussé une fois à oser conseiller René Lévesque sur le plan territorial. Je lui ai dit : « Vous souhaitez la souveraineté du Québec, mais le Québec n'est pas monoethnique, monolingue. Les frontières ont une assez grande importance et il faut éviter à tout prix qu'on puisse dé-

membrez votre territoire actuel. Or, la meilleure tactique quand on craint quelque chose, c'est de revendiquer soi-même. Quand le partenaire ou l'adversaire, comme vous voulez, fait beaucoup d'efforts pour s'opposer à ce que vous réclamez, il n'a pas le temps de prendre ce que vous avez. »

Je lui avais dit, par exemple, que les frontières d'un Québec souverain ne devraient pas se limiter aux frontières actuelles du Québec, mais qu'elles devraient s'étendre du sud de la baie d'Hudson jusqu'à la rivière Moose, embrassant une région qui était peuplée (et l'est toujours d'ailleurs) de Canadiens français, que le Québec devait revendiquer aussi le « bec de canard » de l'Ontario pour donner davantage d'arrière-pays à Montréal, c'est-à-dire la région qui se trouve à l'est d'une ligne tracée de Hawkesbury à Prescott et qui est également peuplée en grande majorité de Canadiens français. J'avais laissé de côté l'Acadie parce que l'Acadie est un problème vraiment particulier, comme je m'en suis rendu compte encore mieux après. Ces deux choses-là devaient être réalisées.

J'ai aussi suggéré une troisième revendication : il s'agissait d'un secteur du pôle Nord puisqu'à l'époque était admise la théorie des secteurs polaires, au moins pour le pôle Nord. Cette théorie eut permis d'envisager un prolongement du territoire québécois jusqu'au pôle.

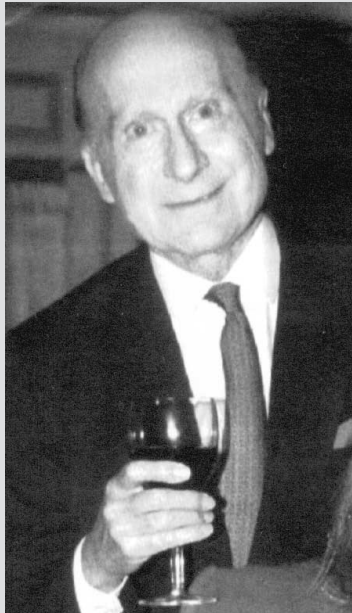
J'avais fortement conseillé à René Lévesque de présenter ces trois revendications territoriales pour éviter, sachant bien qu'elles n'auraient pas de suite, qu'on cherche plus tard à démembrer territorialement le Québec, ce qui n'a pas manqué de se produire.

— Et comment a réagi M. Lévesque ?

— Il a réagi comme réagissent les chancelleries classiques. Pourtant, ce n'était pas un homme classique. Il a dit : « Oh la la, comme vous y allez ! » Je me souviens de ses grands yeux clairs. Il m'a répondu : « Oh la la, heu... ben... bon... » Je n'en ai tiré que des borborygmes un peu effarés. Il a dû me prendre pour un fou, mais je crois sans forfanterie que j'avais raison. René Lévesque s'appuyait sur le principe, dont on avait d'ailleurs discuté, du maintien des frontières héritées de la colonisation. Mais est-ce qu'on peut véritablement comparer les frontières des pays francophones ou anglophones d'Afrique au cas du Québec ? Je ne crois pas. Je lui disais que le cas du Québec était un cas *sui generis* et qu'on ne pouvait pas l'assimiler au cas du Niger, du Mali et de la Haute Volta, mais je ne l'ai pas convaincu.

LE LOBBY DU QUÉBEC À PARIS, Paul-André Comeau et Jean-Pierre Fournier, Québec Amérique, 2002, 202 pages.

Le lobby du Québec à Paris



Photothèque La Presse ©

Le « cerveau » du lobby du Québec à Paris, Bernard Dorin.

Bernard Dorin

AMBASSADEUR de France. « Cerveau » du lobby du Québec à Paris. Diplomate de carrière, ambassadeur notamment au Japon, au Brésil et au Royaume-Uni. Il a aussi occupé des fonctions au sein de cabinets ministériels à Paris. C'est auprès d'Alain Peyrefitte, titulaire de divers ministères entre 1964 et 1969, qu'il exerce l'influence la plus directe en faveur du Québec. C'est à ce titre qu'il dresse le programme de la coopération France-Québec réclamé par le général de Gaulle au retour de son voyage au Québec en 1967.



Photothèque La Presse ©

Philippe Rossillon se verra traité « d'agent plus ou moins secret de la France » par Pierre Elliott Trudeau.

Philippe Rossillon (1931-1997)

ADMINISTRATEUR civil. Activiste ouvertement favorable à l'indépendance du Québec, il est entré en contact avec le mouvement souverainiste dès 1963. Parallèlement, il s'intéresse à l'Acadie, dont il devient un ardent défenseur. Ses actions efficaces dans les pays francophones ne laissent pas indifférents les hommes politiques. Alain Peyrefitte, ministre sous le général de Gaulle, le considère comme un « activiste talentueux de la francophonie » et le premier ministre Georges Pompidou le perçoit comme « un dangereux extrémiste qui nous mettrait à dos la terre entière ».

Jean-Daniel Jurgensen (1917-1987)

AMBASSADEUR de France. Adhère à différents mouvements de la Résistance pendant la guerre. Fonde en 1944 le journal *Défense de la France*, qui deviendra le quotidien *France-Soir*. Entame ensuite une carrière dans la diplomatie. Il confie un jour à René Lévesque : « Dans ma vie, il y a deux choses dont je suis fier : ce que j'ai fait pendant la Résistance et ce que j'ai fait pour le Québec. »

Y a-t-il un *beatnik* dans l'avion?

Dans la nuit du 23 au 24 août 2001, le commandant Robert Piché posait son appareil sur une courte pistes des Açores après une panne et un long vol plané au-dessus de l'Atlantique. Il venait de sauver non seulement sa vie, mais également celle des 291 passagers et des 12 autres membres d'équipage de l'avion d'Air Transat assurant une liaison Toronto-Lisbonne. Dans un livre qui sort ces jours-ci, Pierre Cayouette nous raconte comment le commandant Piché a été préparé aux situations extrêmes par une vie hors du commun. En voici un extrait.

Àu début des années 90, Robert Piché a entrepris le premier d'une dizaine de convoys d'avions qui allaient le mener en Asie et aux quatre coins du monde. Ces voyages représentaient pour lui la quintessence de l'aventure et de la liberté, ce que l'aviation avait de plus beau à offrir. Pour quiconque aime piloter, c'est le fantasme par excellence, l'aventure extrême. Le commandant Piché a appris un jour qu'il y avait eu un flibustier parmi ses plus lointains ancêtres et depuis, il était convaincu qu'il avait hérité d'une partie de son bagage génétique! Ces convoys consistaient à faire la livraison d'appareils vides, la plupart du temps en mauvais état, d'un pays à un autre ; dans son cas, de la France vers un pays d'Asie. Il fallait généralement réparer ces avions avant de les faire voler jusqu'à destination. Piché et son ami de Bagheera ne disposaient que de peu de temps pour exécuter ces missions périlleuses. En revanche, ces expéditions leur permettaient de se renflouer. Les propriétaires de ces appareils étaient prêts à payer le prix qu'il fallait — souvent jusqu'à 10 000 \$ US — pour que leurs avions se rendent à la destination choisie. Piché rêvait, depuis sa visite à Expo 67, de voir Bangkok. Non seulement rêvait-il de voir la Thaïlande, mais encore tenait-il aussi à s'y poser dans un petit appareil qu'il piloterait « en jeans et en t-shirt, avec les cheveux longs ». Pas question de se rendre là en uniforme de commandant avec 300 passagers à bord.

Son rêve s'est réalisé en 1992 à l'occasion d'un convoi, justement. Son ami Ivan de Bagheera, avec qui il avait vécu tant de belles heures du temps d'Air Gaspé, avait obtenu un singulier contrat du propriétaire d'une nouvelle compagnie du nom d'Héli Globe, basée à Lyon. Le patron leur donnait une allocation de dépenses de 25 000 \$ US pour prendre l'un de ses appareils à Lyon et l'amener jusqu'à Hô Chi Minh-Ville, au Vietnam. L'homme y avait flairé de belles occasions d'affaires, et voulait y lancer un service de liaisons intérieures. Toujours volontaire, Piché s'était lancé dans l'aventure, avec un copilote et deux mécaniciens. Ivan De Bagheera, avec qui il fera la plupart de ses convoys, ne pouvait cette fois l'accompagner.

L'avion à convoyer était un appareil à turbopropulseurs espagnol, le Casa C-212, l'Aviocar, qu'il n'avait jamais piloté. Il a dû se prêter à une courte inspection en vol avant d'entreprendre sa mission. L'inspecteur, un pilote d'Airbus au service d'Air France, lui a fait survoler les environs de Lyon avant de l'enjoindre de se poser sur une petite piste de 200 mètres d'asphalte, au bout de laquelle il y avait 500 mètres de pelouse. Piché a réussi à atterrir sur la minuscule portion de bitume, estomaquant l'inspecteur. Le pilote québécois et ses amis ont eu le feu vert pour partir à l'aventure.

Des rencontres inattendues

Partis de Lyon, les quatre hommes se sont d'abord posés à Naples, dans le sud de l'Italie, où ils ont dormi. Ils sont repartis au petit matin vers Athènes. De là, ils ont fait cap sur Alexandrie, en Égypte, le temps de refaire le plein. À l'aéroport d'Alexandrie, ils ont été frappés par la présence de nombreux policiers et militaires. Ils étaient intrigués jusqu'à ce qu'ils aperçoivent, dans une salle voisine, la silhouette du chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. C'était typique de ce genre d'odyssée. Tout pouvait arriver, le meilleur comme le pire, les rencontres les plus inattendues.

En route vers Louxor, lieu de leur prochaine escale, le commandant Piché a constaté une importante baisse de la pression d'huile du côté du moteur droit et l'a aussitôt fermé. Il s'est quand même posé sans problème à l'aéroport de Louxor. La chaleur là-bas était insupportable et le thermomètre indiquait 45 degrés C à l'extérieur. Sur le tarmac, ce devait être le double. Les mécaniciens se sont mis au travail. Après trois heures, ils ont trouvé la pièce responsable de la fuite d'huile. L'un d'entre eux a re-



Photo MARTIN CHAMBERLAND, La Presse ©

Aux côtés de son copilote Dirk De Jager, à son retour des Açores, Robert Piché a immédiatement séduit les Québécois par son calme et l'étendue de son exploit.

gardé le commandant Piché, dépit.

— Cette pièce est foutue. Il faut que je la fasse venir de la compagnie. On en a pour trois semaines.

Du bricolage à Louxor

Trois semaines ? L'équipage n'avait que 10 jours pour remplir sa mission. Le commandant Piché a demandé à son compagnon s'il serait capable, avec une machine à usiner, de fabriquer lui-même la pièce. À sa demande, un employé de l'aéroport les a conduits devant une maison qui n'avait pas du tout l'allure d'une *machine shop*. Mais derrière la porte, il y avait effectivement tout l'appareillage voulu pour fabriquer cette pièce. D'autres auraient été pris au dépourvu en se voyant cloués au sol en Égypte par un bris mécanique. Malgré le contretemps, Piché aimait ce genre de situation qui le plongeait dans l'inconnu. Le mécanicien s'est mis à l'oeuvre. Pendant ce temps, le pilote québécois s'est assis avec le patron de la place et lui a payé un Coca-Cola. Les enfants venaient l'observer, curieux de voir un étranger. Le pilote leur offrait aussi

des boissons gazeuses. Au bout de deux heures, la pièce était fabriquée. Le mécanicien l'a installée sur l'avion et les quatre « pirates » sont repartis. Il leur fallait continuer leur route vers le Vietnam, coûte que coûte. Ils se demandaient si leur pièce de fabrication artisanale allait tenir la route. L'appareil ne répondait pas vraiment aux normes de sécurité. Mais puisque les quatre lascars

n'avaient pas de passagers, ils se permettaient quelques dérogations. Ils étaient quelque peu inquiets en survolant la mer Rouge. Ils ont néanmoins atterri sans coup férir à Djedda, en Arabie Saoudite, avant de repartir et de faire escale successivement à Ryad, Bahreïn et dans le sultanat d'Oman, dans la péninsule arabique.

Sept heures d'interrogatoire

De là, les convoyeurs ont gagné Karachi, au Pakistan. Là-bas, ils ont eu beaucoup de difficulté avec les autorités aéroportuaires. Le commandant Piché a été soumis à un interrogatoire de plus de sept heures avant d'obtenir le feu vert pour redécoller. Ils ont finalement pu repartir et voler jusqu'à Bombay, en Inde. De là, ils ont traversé le pays, s'arrêtant à Nagpur — en pleine tempête tropicale — puis à Calcutta.

Ils ont ensuite volé jusqu'à Chittagong, sur le golfe du Bengale, au Bangladesh. Ils ont atterri au milieu d'orages violents, tandis que les éclairs déchiraient le ciel. Un comité de réceptions de 50 hommes en uniformes blancs les y attendait, car c'était le premier avion commercial étranger qui y atterrissait depuis la guerre de Corée. Plusieurs d'entre eux arboraient des gallons (bananes) à l'épaule. Piché a été le premier à débarquer. Il avait les cheveux longs, une barbe de trois jours, des jeans troués et un t-shirt sale. Ce n'est pas le genre



Robert Piché et Ivan de Bagheera à Marseille peu de temps avant leur décollage de Lyon pour un voyage qui sera ponctué d'imprévus et de quelques anecdotes savoureuses. L'extrait présenté dans cette page en fait foi.

d'officier que les responsables de l'aéroport croyaient recevoir ! Il fallait quand même qu'il joue le commandant, qu'il leur parle d'un ton autoritaire, même s'il avait d'avantage l'uniforme d'un *beatnik* que celui d'un pilote de calibre international.

Piché entra dans le « bureau des passeports » qu'ils avaient probablement aménagé la veille, comme en témoignaient les effluves de peinture fraîche. Le préposé avait une estampe neuve, sans trace d'encres.

« Combien ça coûte ? » demanda le commandant Piché. Il avait appris, au fil de ses escales, qu'il fallait soudoyer ses interlocuteurs pour arriver à ses fins dans un convoi.

— Combien ont-ils exigé à Calcutta ?

— Dix dollars.

Les deux hommes se sont finalement entendus pour 40 \$. Piché et ses copains sont alors allés prendre un pot. Le commandant était euphorique. Il se sentait plus « vivant » que jamais. C'était le genre d'aviation qu'il aimait. Libre comme l'air, du fric plein les poches, dans un pays exotique, un copilote et deux mécaniciens. Ils étaient heureux comme des larrons en foire, unis dans leur passion, emportés par la même folie. Si Robert Piché avait suivi des cours de pilotage un jour, c'était pour pouvoir vivre plus tard ce type d'aventure, libre de toutes

contraintes, et d'éprouver le plaisir de voler à l'état pur.

D'après négociations au Bangladesh

Chaque fois qu'il faisait escale avec ses copains, ils avaient à négocier ferme pour pouvoir ressortir du pays. Pour quitter le Bangladesh, ils devaient obtenir un Air Defense Number (ADN), faute de quoi ils se retrouveraient dans un sérieux pétrin. Sans ce précieux numéro, leur avait-on fait savoir, tout était possible, y compris, dans le pire des scénarios, se faire abattre par des militaires. Quand est venu le temps de quitter le Bangladesh, Piché a donné des consignes rigoureuses à ses compagnons d'aventure : « Restez couchés, je vais aller négocier mon numéro et quand je vais vous appeler, organisez-vous pour être ici dans les minutes qui suivront pour qu'on sacre notre camp au plus vite. »

Robert Piché a toujours été un lève-tôt, peu importe ce qu'il a fait la veille. Il n'était pas encore 7 h quand il se présenta à l'aéroport. Une quarantaine d'hommes l'y avaient précédé. Le plus jeune devait avoir tout au plus 13 ans, le plus vieux 25 ans ; c'était le lieutenant. Le pilote entra et constata qu'ils s'affairaient d'un bord et de l'autre. « Ils essayaient de me montrer qu'ils étaient très occupés. Je savais qu'ils voulaient avant tout un *bakhchich* », raconte Piché.

Il a abordé le lieutenant, lui rappelant qu'il avait besoin d'un ADN et se rendit compte, par sa réaction, que cela s'annonçait très long et compliqué. Le lieutenant le fit attendre une bonne demi-heure. Piché songea à lui offrir un bon montant de dollars américains mais se ravisa : il n'était pas question de brûler ses réserves, conscient qu'il lui faudrait répéter le manège à Rangoon, en Birmanie, et à Bangkok, en Thaïlande, les prochaines escales avant d'atteindre le Vietnam. Il patienta une autre demi-heure, profitant de ces instants pour chercher un moyen d'adoucir le lieutenant et ses hommes, et quoi leur dire pour les convaincre. Cela fait partie de son instinct de survie et il l'a souvent expérimenté en prison : il est doué pour trouver les bons mots pour sortir de situations délicates.

Le commandant Piché eut l'idée de leur parler des femmes et des moeurs particulières au Canada et dans le reste de l'Amérique du Nord, quitte à caricaturer et à forcer la réalité : tout est permis quand il s'agit de se sortir d'un pétrin. Il a risqué le coup, en se disant qu'aucune de ses amies ne se trouvait sur place pour l'entendre proférer des choses si crues ! Il entama un étrange monologue, en parlant très lentement pour que son public, dont la connaissance de l'anglais était chancelante, saisisse chaque mot.

— Chez nous, au Canada, dans les bars, tu engages la conversation avec une fille inconnue, tu bois avec elle quelques verres et, très souvent, tu te retrouves dans son lit le soir même... Les hommes, fascinés par ce récit, ont cessé de travailler et se sont attroupés autour de lui.

Une corde sensible

« Je me suis dit : là, je les ai. Je viens de toucher une corde sensible universelle ! » Évidemment, les choses ne se passaient pas du tout comme ça dans leur contrée. Piché était intarissable. Il leur a parlé ainsi pendant plus d'une heure, de la neige au Canada, des villes souterraines, de gratte-ciel, de ses voyages. Les hommes étaient subjugués par cette leçon fortuite d'histoire et de géographie. Piché leur a même montré où était Mont-Joli sur l'immense mappemonde fixée au mur. Ses interlocuteurs n'en revenaient pas et le considéraient de plus en plus comme un extraterrestre. Lui, pendant ce temps, ne pensait qu'à quitter ce pays le plus rapidement possible.

À un certain moment, Piché a vu le lieutenant commencer à pitonner tout en parlant aux autres. Je voyais qu'il s'occupait de mon cas. « J'ai entendu alors dans son radio-émetteur « *ADN number for flight Heli Globe* » et une série de chiffres. J'ai cessé de parler et j'ai noté ce numéro », se souvient-il. Piché a pensé que le lieutenant essaierait de lui monnayer ce fameux numéro d'autorisation. Avant même qu'il n'ouvre la bouche, le pilote lui a donné son numéro d'ADN. Le lieutenant savait fort bien qu'il l'avait inscrit quelques secondes auparavant dans son calepin ; il était coincé. Le commandant Piché a appelé ses copains et leur a crié au bout du fil : « Venez-vous en, ma gang de pingouins ! C'est le temps de partir d'ici. » Ils sont arrivés en trombe et les quatre aventuriers se sont envolés aussitôt.

Leur escale à Rangoon, en Birmanie, s'est déroulée sans anicroche, le temps de faire le plein de carburant. Puis, ils ont fait cap sur Bangkok, cette ville qui fascinait tant Robert Piché depuis l'adolescence. Il est rentré vers 14 h, au milieu des orages. Il a atterri à l'aéroport international de Bangkok, appelé Don Muang, aux commandes de son petit avion. C'était encore plus beau que dans ses rêves... Il arrivait enfin dans cette « Cité des anges » construite sur les bords du fleuve Chao Phraya. Les boutiques, les célèbres *wats*, les rues chaudes et encombrées de Patpong, la vie nocturne, les palais, les bateaux « longue queue » : il y était enfin, dans cette ville dont la simple évocation du nom résumait toute son envie d'exotisme.

Il s'est discrètement dirigé vers l'extrémité de l'aéroport avant de franchir les douanes sans aucun ennui. Lui et ses camarades ont réservé une chambre dans l'un des plus luxueux hôtels, l'Ambassador, puis ils sont partis dans les quartiers les plus animés du centre-ville, dans le *Red Light*, sur Silom Road. Ils y ont fait une grande virée, se sont délectés de spectacles qu'on ne peut voir qu'à Bangkok et sont rentrés à 7 h du matin. Piché est redevenu commandant de bord pour un instant. « Si on veut être payés, il faut dormir quelques heures, repartir aujourd'hui même, en après-midi, et faire cap sur Hô-Chi-Minh Ville », a-t-il rappelé à ses compagnons.

Le soir même, le pilote et ses trois équipiers se posaient enfin au Vietnam, au terme d'un périple d'une dizaine de jours, 50 heures de vol et 15 pays. Piché allait y demeurer trois mois, assez longtemps pour avoir le coup de foudre pour ce pays et sa culture.

ROBERT PICHÉ, AUX COMMANDES DU DESTIN. Pierre Cayouette, *Libre Expression*, 2002.

MONDE

Un accord sur l'Irak se dessine au Conseil de sécurité

Moscou néanmoins précise que des « divergences sérieuses » subsistent

NATIONS UNIES, New York – Les positions des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur l'Irak se sont rapprochées, et les États-Unis estiment qu'une résolution pourrait être adoptée d'ici une semaine, mais la Russie a averti hier que « des divergences sérieuses » persistaient.

Le projet de résolution sur l'Irak initialement présenté par les États-Unis avec le soutien de la Grande-Bretagne a suscité de sévères critiques de deux des trois autres membres permanents, la France et la Russie.

Le ministre russe des Affaires étrangères, Igor Ivanov, tout en faisant état d'un rapprochement des positions au Conseil de sécurité, a

souligné que des problèmes persistaient et réitéré la ferme opposition de la Russie à toute résolution qui permettrait un recours automatique à la force.

« Ces derniers jours, les cinq grands ont réussi à sérieusement rapprocher leurs positions », mais « des divergences sérieuses demeurent », a déclaré M. Ivanov, cité par l'agence russe Interfax.

« La Russie est catégoriquement contre une disposition quelconque qui permettrait un recours unilatéral automatique à la force », et un recours à la force « n'est possible qu'avec le feu vert du Conseil de sécurité », a déclaré le chef de la diplomatie russe.

Paris et Moscou refusent toute résolution qui permettrait à Washington un recours automatique à la force contre l'Irak sans nouvelle consultation du Conseil de sécurité si Bagdad ne se conformait pas à

ses obligations. Le cinquième membre permanent, la Chine, n'a pas encore arrêté sa position.

Jeudi, le porte-parole du département d'État américain, Richard Boucher, s'est montré relativement optimiste. Les discussions de ces derniers jours ont été « constructives » et les « divergences se réduisent », a-t-il déclaré. « Nous nous attendons à ce que des décisions soient prises dans un délai d'une semaine environ. »

Soixante-trois pour cent des Américains sont favorables à une intervention militaire américaine en Irak, selon un sondage de l'institut Harris rendu public hier.

Un haut responsable américain a relancé hier les accusations sur des liens entre l'Irak et le réseau d'Oussama ben Laden, Al-Qaeda, affirmant que Bagdad avait laissé le groupe opérer sur son sol.

Des inspecteurs en désarmement

des Nations unies se rendront ce week-end à Chypre pour commencer à installer un bureau pour leurs opérations en Irak, a annoncé un responsable de l'ONU.

Dans la capitale irakienne, le vice-président Taha Yassine Ramadan s'est déclaré confiant dans la capacité des « pays amis » de l'Irak à empêcher les États-Unis d'obtenir un feu vert de l'ONU pour frapper.

« Nous faisons confiance aux pays amis pour se tenir aux côtés de l'Irak et s'opposer à tout projet de résolution que l'administration américaine et le gouvernement britannique tentent de faire passer », a déclaré M. Ramadan à l'ouverture de la Foire internationale de Bagdad.

L'Irak a par ailleurs appelé le chef des inspecteurs en désarmement de l'ONU, Hans Blix, et le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mo-

hamed El-Baradei, à refuser de se plier aux exigences de Washington, après leur rencontre mercredi avec le président George W. Bush.

M. Blix a rencontré hier les 10 membres non permanents du Conseil de sécurité, pour la deuxième fois cette semaine.

L'Irak a affirmé avoir tiré hier à la DCA contre des avions américains et britanniques qui survolaient des zones dans le sud du pays.

Un porte-parole militaire, cité par l'agence officielle INA, a aussi fait état de sorties d'appareils américains et britanniques venant de Turquie, au-dessus du nord du pays.

Des incidents quasi quotidiens opposent l'Irak à l'aviation américano-britannique qui survole les deux zones d'exclusion imposées par Washington et Londres dans le nord et le sud du pays depuis la guerre du Golfe en 1991.

EXPRESS INTERNATIONAL

Côte d'Ivoire | Proposition d'Amnistie

LA DÉLÉGATION du gouvernement ivoirien, qui négocie à Lomé avec les militaires opposés depuis le 19 septembre au régime du président Laurent Gbagbo, a accepté hier soir le principe d'une amnistie et d'une réintégration des mutins dans l'armée, selon un communiqué de la médiation togolaise. Le gouvernement ivoirien se dit également prêt à « recevoir une commission d'enquête » de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest. — *d'après AFP*

Maroc | Prisons mortelles

QUARANTE-NEUF personnes ont été tuées et 89 blessées hier dans l'incendie d'une prison à El Jadida, au Maroc, le plus meurtrier de l'histoire carcérale du pays, suscitant l'indignation des défenseurs des droits de l'homme. Les conditions carcérales sont l'un des chevaux de bataille des organisations marocaines de défense des droits de l'homme. Celles-ci dénoncent la surpopulation des établissements pénitentiaires, les violences et les abus en tous genres qui y seraient monnaie courante. — *d'après AFP*

Uruguay | Non à l'avortement

LE PRÉSIDENT de l'Uruguay, Jorge Batlle, opposera son veto au projet de légalisation de l'avortement s'il est adopté par le Parlement qui doit l'examiner prochainement, a annoncé hier le secrétaire à la présidence, Leonardo Costa. Le projet de loi visant à autoriser l'avortement dans les 12 premières semaines de la grossesse a été approuvé par la commission de la santé publique de la Chambre des députés il y a 10 jours et devrait être débattu en session plénière dans le courant du mois de novembre. Selon les données gouvernementales, il y a 30 000 avortements par année dans ce pays et 50 000 naissances. — *d'après AFP*

Pays-Bas | Milosevic épuisé

LES JUGES du Tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie ont décidé hier d'ajourner le procès de l'ancien président Slobodan Milosevic, après que celui-ci se fut plaint auprès des gardiens du Centre de détention du tribunal de fatigue et d'épuisement. L'ancien président yougoslave n'a pas été conduit au tribunal pour y assister à son procès hier. Il devrait être examiné par un médecin. — *d'après AFP*

Népal | Bilan insurrectionnel

PLUS DE 7000 personnes ont été tuées depuis le début de l'insurrection maoïste au Népal, il y a six ans, ont indiqué hier des sources policières et militaires. Selon ces sources, plus de 5000 rebelles maoïstes présumés, 970 policiers, 770 civils et 219 soldats népalais ont été tués dans des violences liées à cette rébellion et à sa répression par les forces armées népalaises depuis 1996. — *d'après AFP*

ERIC ENGLEMAN
Associated Press

MOSCOU — Six jours après l'assaut des forces spéciales russes, le chef de guerre tchétchène Chamil Bassaïev a revendiqué hier, selon un site Internet, la responsabilité de la prise d'otages dans un théâtre de Moscou.

Cette revendication — dont l'authenticité n'a pas été confirmée — s'est doublée d'une menace d'attaques encore plus destructrices, alors que les membres de la Chambre basse du Parlement russe approuvaient des amendements destinés à réduire la couverture médiatique des opérations antiterroristes et à empêcher les médias de diffuser des communiqués de rebelles.

Selon un communiqué présenté par un site Internet tchétchène comme émanant de Chamil Bassaïev, ce dernier assume la responsabilité de l'organisation de la prise d'otages de la semaine dernière. Le communiqué souligne que les Tchétchènes continueront le combat sur le territoire russe et que les prochaines attaques ne viseront pas à prendre des personnes en otages et à présenter des revendications, mais à « détruire l'ennemi » et à lui « infliger un dégât maximal ».

Chamil Bassaïev annonce aussi son intention de démissionner de toutes les fonctions qu'il occupait dans la hiérarchie rebelle tchétchène et présente ses excuses au leader séparatiste Aslan Maskhadov pour ne pas l'avoir informé du projet qui se préparait à Moscou. Des propos qui viennent donner du crédit à Akhmed Zakaïev, émissaire d'Aslan Maskhadov arrêté cette semaine au Danemark, qui a précisé que le dirigeant séparatiste n'avait pas connaissance des préparatifs concernant la prise d'otages.

Alors que l'authenticité du communiqué n'a pu être confirmée, Sergueï Iastrjembzky, proche conseiller du président Poutine, a renouvelé les accusations du Kremlin, selon lesquelles Aslan Maskhadov serait derrière l'attaque, et a estimé, selon l'agence ITAR-Tass, que Bassaïev tentait de le protéger et de « le sauver pour d'autres jeux politiques ».

La prise d'otages s'est achevée samedi au bout de trois jours avec l'assaut des forces spéciales russes qui a coûté la vie à 41 membres du commando et à au moins 119 otages. Vendredi, 155 ex-otages, dont quatre enfants, étaient toujours hospitalisés.



Chamil Bassaïev, photographié en février 2000 après avoir été blessé par une mine antipersonnel.

Parallèlement, la Chambre basse du Parlement a approuvé par 231 voix contre 106 et une abstention, les nouveaux amendements sur les médias. Ces modifications, qui doivent encore être approuvées par la Chambre haute et signées par le président Vladimir Poutine, interdiraient aux médias de diffuser des informations sur des opérations antiterroristes, de révéler les tactiques employées lors de telles interventions ou de divulguer des informations sur les personnes qui y sont impliquées.

Des dispositions que n'ont pas manqué de contester des militants des droits de l'homme, qui les jugent préjudiciables à la tenue d'un débat sur la guerre en Tchétchénie et l'information de la population russe au sujet du conflit.

La couverture de la guerre en Tchétchénie est déjà soumise à de sévères restrictions et il est quasiment impossible pour les journalistes de travailler dans la ré-

gion, excepté en étroite coordination avec l'armée.

Sur un plan plus diplomatique, le chef de la diplomatie russe Igor Ivanov a de nouveau appelé le Danemark à extraditer Akhmed Zakaïev, suspecté d'implication dans des activités terroristes. L'émissaire d'Aslan Maskhadov a été arrêté mercredi à Copenhague après avoir assisté à une conférence sur la Tchétchénie et placé en détention jusqu'au 12 novembre dans l'attente des résultats de l'enquête.

Dans la journée, le gouvernement danois a informé le Parlement de son arrestation et le ministre de la Justice Lene Espersen a précisé que le Danemark souhaitait obtenir l'assurance que le haut représentant de Maskhadov ne serait pas passible de la peine de mort, avant de répondre à la demande d'extradition envoyée par la Russie.



AGNÈS GRUDA
ANALYSE

La coalition qui a dirigé Israël pendant les 20 derniers mois — soit pendant presque toute la durée de l'actuelle Intifada — s'est cassé les dents cette semaine sur une question budgétaire.

À court terme, cet éclatement n'augure rien de bon. Pour rester au pouvoir, Ariel Sharon devra s'appuyer sur l'extrême droite, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son propre parti.

Le ministre pressenti de la Défense, Shaul Mofaz, a dirigé l'armée israélienne lors des pires offensives dans les territoires occupés. Il a une idée fixe : en finir avec Yasser Arafat. Quant à Benjamin Netanyahu, qui s'est fait offrir le poste de ministre de la Défense,

il est bien plus radical qu'Ariel Sharon, son chef et rival à la tête de son parti, le Likoud.

Pour obtenir les 61 sièges dont il a besoin pour garder le pouvoir, Ariel Sharon devra probablement s'allier au parti de l'Union nationale d'Avigdor Lieberman, qui prône une solution définitive au problème israélo-palestinien : le « transfert » de tous les Palestiniens, ceux de Cisjordanie comme ceux qui détiennent la citoyenneté israélienne, vers la Jordanie.

Avec de tels alliés, Ariel Sharon subira de grosses pressions pour durcir le ton à l'égard des Palestiniens dans les semaines qui viennent. Même s'il assure le contraire, il y a de fortes chances pour qu'il leur cède un peu de terrain. Ne serait-ce que parce qu'au sein de son propre parti, Benjamin Netanyahu est plus populaire que lui. Et qu'il gagnerait donc à montrer qu'il a du muscle...

« Il y aura un virage à droite substantiel », prévoit le commentateur israélien Yoel Marcus dans un article paru dans le quotidien *Haaretz*.

Ce virage risque d'entraîner une

dangereuse escalade avec les Palestiniens. « On court tout droit à la catastrophe », dit le politologue israélien Gabi Scheffer. Mais tous ne sont pas aussi pessimistes. Le divorce entre le Likoud et les Travailleurs offre une chance unique, note l'analyste Yossi Alpher, joint hier à Tel-Aviv. Pour la première fois depuis 20 mois, les Israéliens auront un véritable choix.

C'est que parmi les 19 partis représentés à la Knesset, le Likoud et le Parti travailliste représentent les deux grands courants politiques en Israël. En participant à la coalition, les travaillistes ont peut-être réussi à tempérer certains élan de la droite. Mais ils ont aussi donné une légitimité à la stratégie répressive d'Ariel Sharon. Et surtout, le mariage entre le Likoud et les travaillistes a privé le pays de toute véritable alternative politique.

Les travaillistes paient le prix de cette union : leur parti est aujourd'hui en lambeaux. Et leur chef, Benjamin Ben-Eliezer, est en troisième position pour le congrès au leadership qui aura lieu... dans moins de trois semaines.

Les Israéliens ne s'y trompent

d'ailleurs pas. Près des deux tiers estiment que si M. Ben-Eliezer a quitté la coalition gouvernementale, c'est pour des fins politiques personnelles, pas sur une question de principe. « Ce n'est pas de l'idéologie, mais de l'égologie », a noté Shimon Peres, travailliste et ex-ministre des Affaires étrangères, qui aurait préféré rester au sein de la coalition...

Benjamin Ben-Eliezer a voulu, in extremis, se démarquer d'Ariel Sharon, mais sa manœuvre est cousue de fil blanc et des analystes joints par *La Presse* pensent qu'il a peu de chances de remporter le leadership.

Son principal adversaire, l'homme qui a le plus de chances de devenir le prochain leader travailliste, c'est Amram Mitzna. Maire de Haïfa depuis 10 ans, il est un des rares politiciens juifs en Israël à jouir d'un appui au sein de la population arabe.

Cet ancien général avait voulu démissionner de l'armée israélienne au moment où elle a envahi le Liban, en 1982. Sa démission avait été rejetée par Ariel Sharon, à l'époque ministre de la Défense.

Amram Mitzna propose de reprendre les pourparlers de paix et s'ils n'aboutissent pas, de se retirer unilatéralement des territoires occupés et de démanteler les colonies les plus problématiques.

D'ici le printemps, les Israéliens seront selon toute probabilité appelés à choisir un nouveau gouvernement. Actuellement, le Likoud d'Ariel Sharon devance tous les autres partis. En accentuant l'insécurité des Israéliens, une guerre contre l'Irak pourrait renforcer sa position. Une nouvelle escalade meurtrière avec les Palestiniens aurait sans doute le même effet.

Mais les Israéliens sont épuisés par ce conflit, et même si chaque nouvel attentat les rend plus intransigeants, une grande majorité d'entre eux souhaitent reprendre les négociations de paix. Or, sur ce point, Ariel Sharon ne leur offre que son silence.

La chute de la coalition gouvernementale permet d'espérer qu'au prochain scrutin, les Israéliens auront au moins la possibilité de voter pour un parti favorable à une reprise de dialogue. Dans le cul-de-sac actuel, c'est énorme.

Vif affrontement Nord-Sud sur le changement climatique

Les pays pauvres font valoir avec succès à New Delhi que le développement passe avant l'environnement

ODILE MEUVRET
Agence France-Presse

NEW DELHI – L'avenir de la lutte contre le changement climatique à l'échéance en 2012 des premières réductions de gaz à effet de serre prévues par le protocole de Kyoto a suscité un vif affrontement Nord-Sud lors d'une conférence de l'ONU à New Delhi.

L'Union européenne a reconnu à la fin de la réunion hier soir avoir perdu la première manche d'un débat qui va s'amplifier avec les négociations prévues par le protocole « au plus tard en 2005 » sur de nouvelles réductions d'émissions polluantes après 2012.

« L'UE est déçue des résultats politiques » de la conférence, a déclaré Steen Gade au nom de la présidence danoise des Quinze, en se référant à une « Déclaration ministérielle de Delhi » adoptée par les ministres de l'Environnement de la planète.

« Le texte est dépourvu de vision d'avenir », a-t-il déploré.

Il « n'apporte pas de réponse » à la nécessité de réduire les gaz à effet de serre à l'échelle mondiale et donc aussi dans les pays du Sud, a regretté de son côté le ministre canadien, David Anderson.

Emmenés par l'OPEP qui redoute de voir fondre ses exportations de pétrole, une énergie très polluante, les pays pauvres ont fait valoir avec succès que le développement passe avant l'environnement et que toute réduction con-

traignante de gaz à effet de serre menace leur décollage.

La Déclaration souligne seulement qu'il faut « relever les défis d'aujourd'hui et de l'avenir et traiter le changement climatique et ses effets contraires tout en répondant aux exigences du développement durable ».

Elle ne fait aucune mention d'une « participation plus large » après 2012 aux efforts de réduction des gaz à l'origine du réchauffement planétaire que les Européens voulaient y introduire.

Le protocole de Kyoto crée un processus à long terme de lutte contre l'effet de serre mais ne vise que les pays industriels jusqu'en 2012. Il a été rejeté l'an passé par les États-Unis qui l'ont dénoncé à nouveau à New Delhi comme trop coûteux, ajoutant qu'il entraverait

aussi la croissance des pays pauvres.

Les Européens ont tout de même eu quelques lots de consolation. Ils se sont félicités des assurances de M. Anderson que le Canada finirait lui aussi par ratifier le traité.

Ils ont obtenu qu'un appel à ratifier Kyoto « en temps et heure » figure en bonne place dans la Déclaration. L'appel, lancé au nom des pays ayant déjà ratifié, reprend le compromis conclu avec les États-Unis au récent sommet de la Terre de Johannesburg.

Enfin ils ont pu s'imposer en partie sur le dernier rapport scientifique de l'ONU sur le climat dont les conclusions ont été accueillies « avec préoccupation ». Le rapport « confirme, ajoute le texte, que des baisses significatives des émissions globales seront nécessaires » pour

stabiliser la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

L'UE a lâché après un marathon de 15 heures sur un document qui n'a pourtant qu'une portée politique. Selon des diplomates européens, elle a choisi d'« éviter une crise » qui aurait pu inciter la Russie à retarder encore plus sa ratification de Kyoto.

Deux parlementaires russes influents, Alexandre Kossarikov et Rim Bakiev, ont dit à New Delhi escompter au plus tôt en juin 2003 le feu vert de Moscou qui conditionne l'entrée en vigueur du protocole compte tenu de ses règles de ratification.

La conférence de l'ONU, qui avait commencé le 23 octobre, a réuni 4900 participants de 170 pays. Quelque 70 ministres avaient fait le déplacement pour les trois derniers jours des travaux.

Entrée en force des islamistes au Parlement de Bahreïn

Agence France-Presse

MANAMA — Les islamistes sunnites et chiites ont fait une entrée en force dans le Parlement de Bahreïn, en remportant 19 des 40 sièges de la Chambre, issue des premières élections législatives depuis 1973 dans ce petit pays du Golfe, selon les résultats officiels annoncés hier.

Les candidats indépendants — 11 sunnites et 7 chiites — ont remporté 18 sièges et les libéraux — 2 sunnites et 1 chiite — ont remporté les trois sièges restants.

Les femmes candidates ont été éliminées au deuxième et dernier tour du scrutin, qui s'est déroulé jeudi à Bahreïn. Si l'une des deux femmes candidates

avait remporté un siège au Parlement, elle serait devenue la première femme élue députée dans une monarchie arabe du Golfe.

Sur les 19 islamistes élus, 14 sont de confession sunnite, dont sept du Forum national islamique (Frères musulmans) et sept salafistes.

Au total, 28 sunnites et 12 chiites sont élus pour siéger dans la nouvelle chambre de l'archipel, dont la population est à majorité chiite.

Le scrutin a été boycotté par quatre groupes politiques, dont l'influente « Association de l'entente nationale islamique (AENI, la principale émanation politique des chiites). Le taux de participation à ces élections a été de 53,2 %, selon les autorités.

30932809A

**IEGOR**
Hotel des Encans

VENTES AUX ENCHÈRES À MONTREAL
au Château St-Ambroise, 4000 St-Ambroise (près Marché Atwater)
Les 11, 12 et 13 novembre 2002 à 19h



Exposition :
Jeudi, 7 novembre 2002
de 12h à 21h
Du vendredi 8 nov. au dimanche
10 nov. 2002 de 12h à 17h

Très important et
exceptionnel ensemble de
MEUBLES et OBJETS D'ART
décoratifs, la plupart du
XIXe siècle, incluant
nombreux salons, salles à
manger, chambres à
coucher, fauteuils, chaises,
bureaux plats, commodes,
buffets, piédestaux,
nombreux lustres et
suspensions, bronzes d'art,
tapis et tapisseries,
argenterie, céramique,
porcelaine, grands vases et
vasques, jardinières.
Plus de 1000 lots.

Tous les lots sur :
iegor.net

1448 Sherbrooke ouest, Montreal (Qc) H3G 1K4
Tél.: (514) 344-4081 • (514) 842-7447 • FAX : 1 (514) 344-4125
Renseignements : 1-888-iegor88

info

Montreal

Palm Beach

Internet

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

**AMT**
Agence métropolitaine de transport

APPEL D'OFFRES
OBJET DE L'APPEL D'OFFRES:
FOURNITURE DES SERVICES
D'ENTRETIEN PRÉVENTIF ET
CORRECTIF POUR LES DAT/DAC/
VALIDEUSES ET APPROVISIONNEMENT
DES DAT 36 SÉLECTIONS-CINQ LIGNES
DE TRAINS BANLIEUE

Date et heure limites de réception des offres:
Le 15 novembre 2002 à 11h
Prix du document:
75 \$, toutes taxes incluses (chèque visé ou
mandat fait à l'ordre de l'Agence métropoli-
taine de transport et n'est pas remboursa-
ble)
N° d'appel d'offres : 02-Z-313

Les documents d'appel d'offres sont en
français et peuvent être obtenus ou consul-
tés sur place à partir de 13 h 30 le 1er no-
vembre 2002, du lundi au vendredi
inclusivement de 9 h à 12 h et de 13 h à
16 h 30 à l'endroit suivant:

Agence métropolitaine de transport
500, Place d'Armes, 25 étage
Montréal (Québec) H2Y 2W2
Pour renseignements : Jean-Lys Carrière,
Adjoint aux approvisionnements
(514) 287-2489

Le présent appel d'offres vise à identifier
un Fournisseur qui devra fournir les ser-
vices d'entretien préventif et correctif du
réseau de distributrices automatiques de
titres (DAT) et distributrices automati-
ques de carnets (DAC) existant ainsi que
les valideuses situés sur les cinq (5) li-
gnes de trains de banlieue et dans cer-
tains terminus exploités par l'AMT. Pour
plus d'information, voir le site Internet
de l'AMT à l'adresse: [http://
www.amt.qc.ca/corpo/Appro/index.asp](http://www.amt.qc.ca/corpo/Appro/index.asp)

Seules les personnes, sociétés ou compa-
gnies qui possèdent l'expérience pertinente
à l'objet du contrat et qui ont acheté le do-
cument d'appel d'offres directement de
l'AMT peuvent présenter une offre. L'AMT
n'est pas tenue d'accepter la plus basse ni
aucune des soumissions.

Francesca Torasso
Directrice, Approvisionnement et Informatique

3094021

Appel de soumissions

Corporation d'hébergement du Québec

ENTRETIEN MÉNAGER

La Corporation d'hébergement du Québec demande des soumissions pour l'entretien ménager
de l'édifice 3700, rue Bert situé à Montréal (Québec).

Les fournisseurs intéressées doivent consulter les avis d'appel d'offres par l'intermédiaire du
babillard électronique sur le site MERX (#70887) à l'adresse :

www.merx.bmo.com

Date de réception et ouverture des soumissions : 15 novembre 2002 à 15 h 00

La CHQ ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues, même la plus basse.

Les appels d'offres de la CHQ peuvent être consultés sur notre site internet :
<http://chq.gouv.qc.ca>

Québec

3093560

ENCANS

AVIS PUBLIC
DANS L'AFFAIRE DE LA RESTRUCTURATION
CRÉATION IMPRESSION
SERONT VENDUS PAR :

ENCAN

LE: JEUDI 7 NOVEMBRE 2002 À 10 H 30
AU: 1320, RUE BÉGIN, À VILLE ST-LAURENT (QUÉBEC)
INSPECTION: MERCREDI 6 NOVEMBRE 2002 DE 9 H 30 À 16 H 30

ÉQUIPEMENT D'IMPRIMERIE
ÉQUIPEMENT: Machine à plan Xerox, mod 2510 • Poinçonneuse Challenger EH3
• Bassin Brown Apeco avec renvoie • Brûleur à plaque Nuarc FT 40 APRNS • Ba-
lance Tec SL36-08 • Presse 1 couleur AB Dick 380D 11"X 17" • Couteau semi-
automatique 36" Shimane • Plotter Tech Jet Color QT • Presse 1 couleur Dou-
cet 14"X 18" • Presse 2 couleurs Compact 10"X 15" • Couteau Mabro Pivano •
Brocheuse Multi-452 Jogger • Presse Spinnit Lasso • Perceuse Challenger 20 •
Pileuse Baum Folder 24" • Perceuse à plaque • Photocopieur Canon 300 • Com-
presseur portatif Webster • (2) Copieurs Mita DC1435 et Gestetner • Etc.

PRESSE - SOLNA OFFSET- 224,
2 COULEURS AVEC JET ÉLECTROSTATIQUE 19" x 25"
PRESSE «HARRIS OFFSET», 2 COULEURS, 23" x 29"
AVEC SYSTÈME «DAHLGREEN», REFRIGÉRISEUR

DIVERS: (4) Filères • Tables de travail • Etagères • Table à dessin • Cabinet à
plan Norman Wade • Etc.

CONDITIONS : 25% COMPTANT À L'ADJUDICATION
SOLDE PAYABLE COMPTANT OU PAR CHEQUE VISE
FRAIS D'ACHETEUR 10%

ENCAN AUCTION
IMPERIAL
(514) 949-6677
www.imperialauctions.com

ENCAN

ENCAN

3093904

ENCAN PUBLIC
Industries U.D.T.
Atelier d'usinage en aéronautique de haute qualité
2,125 Ste-Catherine E., Montréal, Québec

PLUS DE 2 000 LOTS

Ne manquez pas cette chance!

DATE DE L'ENCAN: JEUDI LE 7 NOVEMBRE 2002 À 10H30

INSPECTION MERCREDI LE 7 NOVEMBRE 2002 • 9H00 À 4H00 •
• CENTRES D'USINAGE CNC HORIZONTAUX • FRAISEUSES CNC 5 AXES •
• PROFILIEURS MULTIBROCHES CNC • CENTRES D'USINAGE VERTICAUX • TOURS • FRAISEUSES •
• MEULEUSES • SCIES • ÉQUIPEMENT D'INSPECTION ET DE CONTRÔLE DE LA QUALITÉ •
• ÉQUIPEMENT ET MACHINERIES DIVERS • ÉQUIPEMENT D'USINE •
• MANUTENTION ET MATÉRIEL ROULANT • FOURNITURES DE BUREAU •

Pour plus d'information au sujet de cet encan
& des suivantes :
• www.ciacpcc.com •

CIA CPCC
514-395-4444 • Fax : 514-395-8811
SANS FRAIS 800-843-2938

ENCAN PUBLIC
OUTILS NEUFS
OUTILS USAGÉS

3094007

ENCAN PUBLIC

Samedi 9 novembre, 10 h
9595, rue Colbert,
coin Bombardier, Anjou
PLUS DE 1 000 LOTS

Génératrice Kooler 15 000kw, Honda 5 000kw,
marteaux à air, liseur à ciment, compresseur,
" grinder ", banc de scie, planeur, soudeuse,
marteaux à ciment, lot de scies circulaires, scies à
chaîne, scies à béton, tracteur à gazon, sableuse,
machine à peinture, vibrateur, polisseuse, plaque
vibrante, couteau à ciment et métal, pompes 4po,
2po, 1po, mèches, terrères, débosseleur, masses,
étaux, clés géantes, scies, perceuses, tournevis,
haches, ensemble de douilles, coffres, limes, scie
sauteuse, compresseurs de voieries, outillage de
mécanicien ainsi que beaucoup d'autres lots.

Visite : samedi 8 h à 10 h
Conditions : argent comptant ou chèque certifié
Dépot de 25%

Big Ben Power
Tél. : (514) 524-0998

3093907

**LaSalle**
Ville de Montréal

APPEL D'OFFRES

La Ville de Montréal, arrondissement LaSalle requiert des soumissions
pour :

**TRAVAUX DE CONCIERGERIE AU BUREAU D'ARRONDISSEMENT
LASALLE ET À L'OCTOGONE (CONTRAT DE 1 AN, 3 ANS OU 5 ANS),
CONTRAT M.S.02-47, SOUMISSION 090372.**

Date d'ouverture: **18 novembre 2002**
Dépôt pour obtention des plans et devis : **55 \$** (chèque certifié seulement)
TPS et TVQ incluses (non remboursable)

Dépôt de soumission : **10% de la 1^{re} année de la soumission**
Pour informations, veuillez contacter Michel Savard au (514) 367-6780.

Les personnes intéressées peuvent se procurer les documents relatifs à cet
appel d'offres numéro 090372 à compter du 4 novembre 2002 en s'adres-
sant aux **Ateliers municipaux André-Traversy**, 7277, rue Cordner, LaSalle
(Québec) H8N 2J7, du lundi au vendredi de 8 h à 11 h 45 et de 13 h 15 à
16 h.

**Les soumissions devront être retournées au Service des ressources
matérielles, bureau d'arrondissement, 55, avenue Dupras, LaSalle
(Québec) H8R 4A8, le 18 novembre 2002 AVANT 10 h 30.**

L'ouverture des soumissions se fera le 18 novembre 2002 à 10 h 30 au bu-
reau d'arrondissement, 55, avenue Dupras, LaSalle (Québec) H8R 4A8.

Pour être considérée, toute soumission devra être présentée sur les formu-
laire spécialement préparés à cette fin dans une enveloppe clairement
identifiée fournie par la Ville à cet effet.

La Ville de Montréal, arrondissement LaSalle ne s'engage à accepter ni la
plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obliga-
tion de quelque nature que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Services administratifs
Ressources financières et matérielles

3093810

ENCAN

Dernier encan Dernier encan Dernier encan Dernier encan

**Nous avons reçu le mandat
de vendre tout le stock.**

Encan public

Bail terminé

**C'est fini! Fermeture définitive
MEUBLES ITALIENS**

de grande qualité : canapés en cuir et ensembles
divans, fauteuils club, mobiliers de salle à manger,
encoignures et vitrines, fauteuils de salle à manger,
**pièces en cristal, peintures à l'huile
originales, magnifique collection de
tapis persans** noués à la main et plus encore.
Comprenant entre autres : Qum, Mood, Mashad,
Tabriz, Isfahan, Turkmén, Gashgay, Heriz et autres.

Remise des clés au proprio. lundi à 9 h.

Vendu à prix nominal ou sans réserve.

Encan : dimanche 3 novembre à 13 h

(Inspection à compter de 12 h)

Entrepôt
1170, rue Louvain Ouest
(angle l'Acadie, en face du Marché central)
(514) 937-0661

LES ENCANS
BELEC
AUCTIONS INC

comptant,
MasterCard, Visa

Dernier encan Dernier encan Dernier encan Dernier encan

Les Kurdes coincés dans les élections turques

Ils craignent que les réformes pro-européennes annoncées restent lettre morte

MAHMUT BOZARSLAN
Agence France-Presse

DIYARBAKIR, Turquie – Les Kurdes de Turquie souhaitent que le prochain gouvernement, issu du scrutin de demain, concrétise les réformes culturelles adoptées par le Parlement sortant et comptent sur la pression européenne pour éviter qu’elles ne restent lettre morte.

« Certaines lois ont été adoptées au parlement mais rien n’a encore été fait pour les mettre en oeuvre », regrette Abdulmelik Firat, un ancien militant kurde et ex-député, aujourd’hui candidat indépendant de Diyarbakir, chef-lieu du Sud-Est à majorité kurde, aux élections législatives de demain.

Le parti pro-kurde des droits et des libertés (HAK-PAR) dont il est le président ne participe pas au scrutin, faute de n’être pas implanté partout dans le pays, comme l’exigent les lois électorales.

Une procédure d’interdiction pour « séparatisme » menace également comme une épée de Damoclès la formation. Les activités de plusieurs autres groupes pro-kurdes ont déjà été interdites par la justice.

Saluant les réformes adoptées à une large majorité cet été par le parlement turc — dont l’autorisation d’enseigner la langue kurde et

de diffuser en kurde à la radio et télévision —, M. Firat estime un soutien de l’Union européenne indispensable pour en obtenir la mise en oeuvre.

« C’est déjà un progrès que de reconnaître l’identité, l’existence et la langue d’un peuple renié », a-t-il déclaré, soulignant que la Turquie serait « obligée » de remplir « tout les critères » de l’UE une fois devenue membre.

Bien que les autorités turques affirment que ces réformes ont été adoptées indépendamment de la candidature d’Ankara à l’UE, il ne fait nul doute que l’UE y soit pour beaucoup.

L’État turc, où les militaires jouent un rôle important, n’a pas pardonné aux Kurdes leur soutien à des mouvements sécessionnistes.

Une rébellion armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, rebaptisé KADEK) n’a pris fin qu’en 1999, après 15 ans d’affrontements sanglants.

La première de ces insurrections, peu après la fondation de la Turquie moderne, avait été réprimée en 1925 et ses dirigeants pendus, y compris leur chef, le cheikh Sait, qui est le grand-père de M. Firat.

« Si la Turquie tient ses promesses faites dans le cadre du processus d’intégration à l’UE, cela va ouvrir la voie au règlement de la question kurde, » affirme de son côté l’économiste kurde Fehmi Demir.

Il accuse les autorités de vouloir « tromper » l’opinion publique turque et l’Europe en adoptant des réformes sans vraiment les mettre en oeuvre.

« Dire (aux Kurdes) d’apprendre leur propre langue par l’intermédiaire de cours privés, c’est de se moquer d’eux et des pays de l’UE », selon M. Demir.

Les réformes parlementaires prévoient que les Kurdes ne peuvent apprendre leur langue natale que dans des établissements privés.

Jusqu’à présent, une seule école privée à Istanbul, où vit une forte communauté kurde, a demandé à organiser des cours.

Pour ce qui est de l’audiovisuel, les débats se poursuivent sur la question de savoir si c’est la radiotélévision d’État qui diffusera des émissions en kurde où les chaînes privées.

Un seul parti pro-kurde, le DEHAP, participe aux législatives de

demain. Mais il ne franchira sans doute pas la barre des 10 % de suffrages nécessaires pour être représenté au parlement.

Par ailleurs, l’organisation de défense des droits de l’Homme Human Rights Watch (HRW) vient de critiquer le gouvernement turc sortant pour son manque d’empressement à aider au retour des Kurdes expulsés de leurs villages pendant les années de guérilla séparatiste.

Selon des statistiques officielles, 380 000 personnes ont été évacuées de force de villages du sud-est anatolien pour isoler les rebelles du PKK.

Mais selon plusieurs organisations des droits de l’homme, ce chiffre s’élèverait en fait à « au moins » un million et demi de personnes.

Un tribunal décidera du sort du parti islamiste

Agence France-Presse

ANKARA — La Cour constitutionnelle turque a ajourné ses débats sur une demande d’interdiction du parti islamiste modéré de la Justice et du Développement (AK) jusqu’à après les élections législatives, a annoncé hier un responsable du tribunal.

Le parti AK, dirigé par Recep Tayyip Erdogan, est donné comme

vainqueur probable des élections, selon les sondages.

La Cour constitutionnelle a donné 15 jours au parti pour présenter sa défense, a annoncé à la presse le président adjoint de la Cour, Hasim Kilic.

La Cour décidera alors si elle suit la recommandation du principal procureur du pays qui a appelé à la suspension de M. Erdogan de son poste de président du parti, en

tant que mesure conservatoire, en attendant que la Cour se prononce sur sa demande d’interdiction du parti.

Une décision finale sur l’interdiction du parti n’est pas attendue avant plusieurs mois.

Le procureur a appelé à cette interdiction en raison du refus de M. Erdogan de quitter ses fonctions de dirigeant du parti malgré sa condamnation en 1998 pour propagande islamiste.

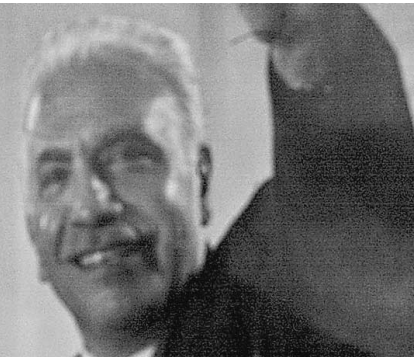


Photo AFP

Dogu Perincek, le républicain du Parti des travailleurs (ici vu sur une affiche), chauffé par les islamistes.

3086544



FOCUS
ÉDITION
HIVER

LA RIGUEUR ALLEMANDE

POUR LA RIGUEUR DES HIVERS QUÉBÉCOIS

DAS IST
ben ben **GUT!**

FOCUS ÉDITION HIVER: ZTW, ZTS ou ZX5 2003
Technologie et conception allemandes, maniabilité exceptionnelle, moteur Zetec 2 L, climatiseur, rétroviseurs chauffants, antipatinage et sièges chauffants. La Ford Focus édition hiver possède tous les atouts pour transformer l'hiver en une réelle partie de plaisir.

289\$*
/mois
au choix

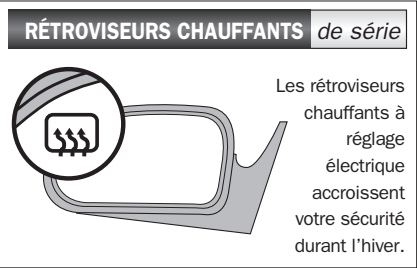
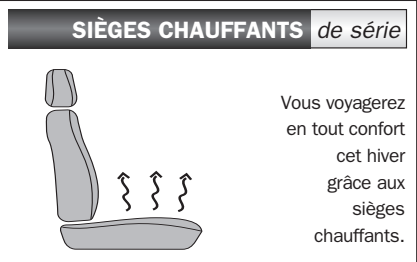
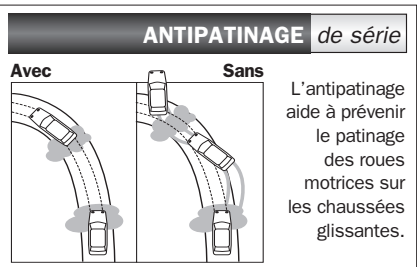
**0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ et
1^{re} MENSUALITÉ PAYÉE par FORD**



FOCUS ZTS 2003

FOCUS ZX5 2003

*Location 48 mois, transport inclus. Mises de fonds de 1 695 \$ pour la ZX5, de 2 295 \$ pour la ZTS et de 2 495 \$ pour la ZTW.



**0 \$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ et
1^{re} MENSUALITÉ PAYÉE par FORD**



FOCUS LX 2003

199\$*
/mois



FOCUS FAMILIALE SE 2003

249\$*
/mois



FOCUS ZX3 2003

249\$*
/mois

*Location 48 mois, transport inclus. Mise de fonds de 2 495 \$.



ford.ca

Votre conseiller Ford



*Photos à titre indicatif seulement. Transport, dépôt de sécurité et 1^{re} mensualité payée par Ford inclus. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers en sus. Des frais de **0,08 \$ le kilomètre après 80 000 kilomètres** et d'autres conditions s'appliquent. Cette offre ne peut être jumelée avec aucune autre offre, exception faite de la remise aux diplômés. Sous réserve de l'approbation du crédit. Offre d'une durée limitée. Cette offre s'adresse uniquement à des particuliers. L'offre peut être annulée en tout temps. Pour plus de détails, voyez votre conseiller Ford.